



LA REVUE DU N°05 GRAND PARIS

INTERSECTION// Theodore Zeldin

PERSPECTIVES// Les ressources du Grand Paris,
Catherine Barbé, Bernard Doroszczuk, Bruno
Godfroy, Pierre Tambourin, Lucien Chabason,

TERRITOIRES// Pierre Gaudéz, Jacques-Alain
Béniști, Hervé Biauxser,

CITIES// Pierre Mayet

JUIN 2013

CONTRIBUTIONS



THEODORE ZELDIN,
HISTORIEN, SOCIOLOGUE
ET PHILOSOPHE.



**BERNARD
DOROSZCZUK,**
DIRECTEUR DU COMITÉ
FRANÇAIS D'ACCREDITATION
(COFRAC).



CATHERINE BARBÉ,
DIRECTRICE DES
PARTENARIATS
STRATÉGIQUES DE LA SGP.



NILS AZIOSMANOFF,
PRÉSIDENT DU CUBE.



BRUNO GODFROY,
DIRECTEUR RÉGIONAL DE
VEOLIA EAU EN ÎLE-DE-
FRANCE ET DÉLÉGUÉ IDF
VEOLIA ENVIRONNEMENT.



PIERRE TAMBOURIN,
DIRECTEUR GÉNÉRAL
DU GENOPOLE D'ÉVRY.



LUCIEN CHABASON,
CONSEILLER À LA
DIRECTION DE L'INSTITUT
DU DÉVELOPPEMENT
DURABLE ET DES RELATIONS
INTERNATIONALES (IDDRI).



PIERRE GAUDEZ,
CONSULTANT, SPECIALISTE
DES FINANCEMENTS PUBLICS.
ANCIEN DIRECTEUR DU
MASTER D'URBANISME DE
SCIENCES PO.



**JACQUES-ALAIN
BÉNISTI,**
DÉPUTÉ-MAIRE DE VILLIERS-
SUR-MARNE.



HERVÉ BIAUSSER,
DIRECTEUR DE L'ÉCOLE
CENTRALE PARIS.



PIERRE MAYET,
PRÉSIDENT DURBA2000.

LA REVUE DU GRAND PARIS. Magazine trimestriel gratuit. Édité par la Mission Métropole du Grand Paris / Veolia Environnement S. A., immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 403 210 032, 36/38 avenue Kléber, 75016 Paris, Tél. : 01 71 75 00 00 contact@larevuedugrandparis.com / **Directeur de la publication** – Lionelle Maschino / **Directeur éditorial & rédacteur en chef** – Michel Parmentier / Comité éditorial – Lionelle Maschino, Jacques Glowinski, Olivier Pascal, Fabien Garnier, Michel Parmentier / **Conception éditoriale** – Matière Première – 2 rue du Sabot 75006 Paris – mail@matierepremiere.eu / **Conception & réalisation graphique** – JBA – Antoine Massari – 2 rue des Francs-Bourgeois 75003 Paris – ph.bissieres@jba.fr / Ont collaboré à ce numéro – Laurence Balan, Françoise Bourgoïn, Xavier Gorce – **Photographies** – Annette Assouline, Sindbad Bonfanti, Patrick Laforet, GraphicObsession. Tous droits réservés Veolia Environnement & auteurs / **Impression** – DEJALINK (Imprim'Vert). ZA de la Ceresaie, 19-27 rue des Huleux, 93240 Stains, tél. : 0 175 620 475, info@dejalink.fr – Pour le papier : Satimat green 60 % de fibres recyclées et 40 % de fibres vierges certifiées Forest Stewardship Council FSC, issu de sources responsables. Encres à base d'huile végétale. Le vernis acrylique est à 90 % à base d'eau. Dépôt légal : 3^e trimestre 2013.



MODE DE VIE,

PAR **LIONELLE MASCHINO**,
DIRECTEUR DE LA MISSION
MÉTROPOLE DU GRAND PARIS
DE VEOLIA ENVIRONNEMENT

MODE DE VILLE

Une métropole vit de ses ressources et ces dernières vont devoir répondre aux exigences d'un nouveau mode de ville. Les usages urbains, qui vont gagner en intensité pour accompagner la croissance démographique, devront aussi gagner en qualité pour répondre aux exigences individuelles de plus en plus formulées. Aux flux traditionnels de la ville, l'eau, l'assainissement, l'énergie, les transports... vont s'ajouter d'autres ressources qui tiendront principalement aux matériaux, au frêt, aux nouvelles mobilités ou à la connectivité. Elles seront le futur indicateur de l'évolution des pratiques urbaines vers une ville moins gourmande en énergie, plus fluide, mixte, connectée, distractive. L'enjeu du futur approvisionnement

d'une métropole comme le Grand Paris sera non seulement de répondre aux exigences globales d'une ville monde, et leur cortège d'ingénierie, mais de satisfaire aussi les exigences locales, fondement de notre art de vivre. Car c'est bien de cela dont il est également question lorsqu'on évoque les ressources. On en parle moins mais elles ont trait à la conversation, à la créativité ou à l'innovation sans nuire à notre mode de vie, façonné depuis des siècles. Theodore Zeldin, le sociologue et historien britannique, grand connaisseur des Français, l'affirme comme un enjeu majeur: « *L'art de vivre est la chose la plus précieuse que la France offre au monde.* » Que dire alors de sa capitale? ♦

SOMMAIRE

02/INTERSECTION/L'ART DE VIVRE EST LA CHOSE LA PLUS PRÉCIEUSE QUE LA FRANCE OFFRE AU MONDE/THEODORE ZELDIN/**06/UN CEIL SUR.../08/PERSPECTIVES/LES RESSOURCES DU GRAND PARIS**/CATHERINE BARBÉ, BERNARD DOROSZCZUK, NILS AZIOSMANOFF, BRUNO GODFROY, PIERRE TAMBOURIN, LUCIEN CHABASON/**24/TERRITOIRES/LOGEMENT**/PIERRE GAUDEZ/**URBANISME**/JACQUES-ALAIN BÉNISTI/**CAMPUS**/HERVÉ BIAUSSER/**29/CITIES/GRAND WUHAN**/PIERRE MAYET.

« L'ART DE VIVRE EST LA CHOSE LA PLUS PRÉCIEUSE QUE LA FRANCE OFFRE AU MONDE »

ENTRETIEN AVEC **THEODORE ZELDIN**, HISTORIEN, SOCIOLOGUE ET PHILOSOPHE // PHOTOS ANNETTE ASSOULINE

POUR L'HISTORIEN, SOCIOLOGUE ET PHILOSOPHE BRITANNIQUE, GRAND CONNAISSEUR DE LA CIVILISATION FRANÇAISE*, LE GRAND PARIS N'EST RIEN SANS SA POPULATION COSMOPOLITE, LES MILLIONS DE TOURISTES EN VISITE CHAQUE ANNÉE ET L'ART DE VIVRE À LA FRANÇAISE QUI CONSTITUE POUR L'AGGLOMÉRATION UNE RESSOURCE MAJEURE.

LA REVUE DU GRAND PARIS// De plus en plus de gens vivent en ville, mais ont-ils véritablement envie de s'agglutiner dans ces grandes métropoles ?

THEODORE ZELDIN// Une grande métropole est avant tout un lieu de rencontre et Paris n'est pas qu'une ville française, elle appartient au monde. Moi-même, qui ne suis pas citoyen français, je me flatte d'être, en tant qu'amoureux de votre pays, un Français de 4^e classe, un de ses 80 millions de visiteurs annuels. Sans étrangers, Paris serait une île abandonnée et inconnue, un théâtre à moitié vide, car sa vocation

est autant de renouveler sans cesse le message de votre civilisation, et de stimuler les échanges entre les cultures, que d'être un monstre bureaucratique. Vous ne pouvez pas bâtir une ville que pour vous-même, sans inventer des liens nouveaux entre ceux qui y habitent et les visiteurs. Alors, comment donner au touriste envie d'aller en Seine-Saint-Denis ou plus loin ? Comment s'assurer que l'accueil des étrangers soit au centre des préoccupations des habitants, que l'hôtel soit non pas un dortoir, mais un moteur qui mélange idées et talents ? Au lieu de calculer combien

le touriste va dépenser en pourboires, peut-on inciter les hôtels et les particuliers à collaborer pour découvrir comment le touriste peut les aider à transmettre ce que la France voudrait dire au monde ?

RGP// C'est une pratique très anglo-saxonne...

T.Z.// Les gens sont intéressés par les gens. Les touristes visitent les monuments pas seulement parce qu'ils sont beaux, mais aussi parce que vous ne leur donnez que très rarement la possibilité d'avoir de belles conversations



avec les habitants des lieux. Chaque personne est anoblie, son estime de soi est accrue lorsque quelqu'un vient lui demander: qui êtes-vous, que faites-vous, que pensez-vous? La qualité de

vie de l'individu dépend de l'intérêt de l'autre. On a besoin des autres. Ne construire que de petits appartements, c'est isoler. L'isolement est la grande épidémie de notre temps. On est isolé

aussi par son métier, parce qu'on est spécialiste et que personne ne comprend ce qu'on fait. On est isolé dans son quartier. Lorsqu'un million de Chinois vont venir vous allez leur dire: allez au Louvre! C'est tout? La culture française est très importante et très nourrissante pour le monde, mais elle peut trouver de moyens nouveaux de s'exprimer. Les amitiés personnelles ont une influence primordiale et ce que j'attends du Grand Paris c'est une éducation faite pas seulement de surprises mais aussi de convivialité. →

UNE SOCIÉTÉ EST EN
DANGER QUAND ELLE NE
SE PRÉOCCUPE QUE DE
PROLONGER LE PRÉSENT.

→ **RGP// Le développement des moyens de connectivités ne sont-ils pas là pour ça ?**

T.Z.// Ce n'est pas un créateur de vraie amitié. Facebook, c'est minime. Le contact humain est irremplaçable.

RGP// En vous promenant dans la région parisienne qu'avez-vous noté de marquant ?

T.Z.// Je suis autant fasciné par les banlieues calmes ou délaissées, par les zones industrielles mornes ou dynamiques, que par les beaux quartiers : ensemble ils résument vos élans d'espoir et vos déceptions. Mais en même temps ils donnent à réfléchir sur ce pourraient être vos rêves dans l'avenir. Haussmann avait un avenir en tête. Il disait : on va éliminer la saleté, on va éliminer les pauvres, anéantir le passé, il savait ce qu'il voulait. Et vous ? Que voulez-vous ? Une société est en danger quand elle ne se préoccupe que de prolonger le présent, ou d'accroître ce qui existe déjà, ou panser ses plaies, au lieu d'imaginer et d'expérimenter. Les maires des communes les plus aventureux vont déterminer ce que Paris signifiera en vingt ans : avez-vous prévu avec suffisamment de générosité l'aide et les moyens dont ils auront besoin ?

RGP// À Londres, la municipalité est un rassemblement de communes. Le Grand Paris est une idée imposée, le fait du prince...

T.Z.// À Londres, au sud de la Tamise, qui est en partie plus défavorisé, j'ai rencontré beaucoup de jeunes qui avaient peur d'aller au nord du fleuve ; ils craignaient que les gens se moquent d'eux. Comme à Londres, votre grand problème c'est que les habitants du

Grand Paris et ses différentes couches ne se connaissent pas, ne se parlent pas. Dépenser de l'argent ne suffit pas, ni espérer que tout soit parfait même si les défavorisés avaient les mêmes habitudes et les mêmes revenus que les classes moyennes. Est-il trop tard pour encourager des expériences hardies et imaginatives qui permettraient à chaque banlieue d'exprimer différents aspects de ce que la civilisation française propose au monde ? Le métro parisien mérite tous les éloges, il est magnifique, je l'adore, mais s'en tenir à son extension implique qu'on a rien à ajouter à une solution du 19^e siècle. Comment allez-vous changer ce qui se passe pendant ces longues heures de trajet quotidien qui ne sont actuellement qu'un gaspillage de temps, comment enrichir leur contenu culturel ? Et pourquoi un touriste prendrait-il le métro pour aller à Aubervilliers ou même à Saclay, s'il n'est pas accueilli par les habitants personnellement, et reconnu comme le bienvenu ?

RGP// Est-ce pour cela que les urbanistes disent qu'il faut déconcentrer les villes ?

T.Z.// Pour moi, l'ambition du Grand Paris c'est de devenir un modèle qui apporte des solutions originales aux problèmes majeurs de notre temps. Le problème, par exemple, du coût de la vie et des inégalités croissantes ne peut être abordé sans une refonte des habitudes du travail. Les campagnes vivantes de subventions et les banlieues pourraient y collaborer.

RGP// La dématérialisation, entre autres innovations, ne propose-t-elle

pas de solutions dans ce sens ?

T.Z.// On vient à la ville pour des nécessités, pour la culture, pour ce qu'on ne peut avoir que dans le tissu urbain. On vient aussi pour découvrir l'inconnu. On habite là où il y a de l'air, de l'espace et où c'est moins cher. Peut-être l'idée même de banlieue devrait être repensée.

RGP// Au lieu de faire un réseau de transports près du cœur de Paris, il fallait aller plus loin ?

T.Z.// Est-ce qu'on doit imaginer qu'il n'y a que le train et la voiture, comme au 19^e et 20^e siècle ?

RGP// C'est propre à notre mentalité à nous Français ?

T.Z.// La France est un endroit où on aime être les meilleurs, on aime faire des choses au-delà du possible. J'applaudis l'exception française. L'art de vivre est la chose la plus précieuse que la France offre au monde.

Le défi c'est de penser comment refaire cet art de vivre avec les nouvelles technologies mais aussi avec une meilleure appréciation de ce qui nous manque en plaisirs raffinés, en amitiés, en rayonnement de l'esprit. Que pourrait être la technologie spécifiquement française qui n'ajoute pas au coût de la vie et qui rend la vie moins stressante, qui ne pousse pas sans fin à acheter un nouveau smartphone et des gadgets qui sont souvent très chers ? Que peut-on imaginer d'autre ? La voiture électrique ? C'est la même chose que la voiture... une tonne pour déplacer un individu de 75 kilos. Il faut inventer mieux qu'une voiture. C'est pour cela qu'il faut expérimenter.

J'espère que les maires diront : « Je ne veux pas être Silicon Valley, je veux être encore plus habitable et plus intéressant humainement. Je vais construire une banlieue comme il n'y en a pas d'autre. » Si, déjà, on arrivait à faire imaginer vingt banlieues différentes, ce serait réussi. Le défi c'est de faire mieux que ce qu'on a fait avec les villes nouvelles.

LA FRANCE EST
UN ENDROIT OÙ ON
AIME FAIRE DES CHOSES
AU-DELÀ DU POSSIBLE.

POUR MOI, L'AMBITION DU GRAND PARIS EST DE DEVENIR UN MODÈLE QUI APPORTE DES SOLUTIONS ORIGINALES AUX PROBLÈMES DE NOTRE TEMPS.

RGP// Des initiatives comme des éco-quartiers ne sont pas des modèles à votre avis ?

T.Z.// La préoccupation « éco » est justifiée, mais croyez-vous que quand tout sera « éco » les gens vont s'aimer et cesser de se battre ? L'écologie peut paraître une solution à long terme, mais elle laisse de côté la question beaucoup plus difficile et également urgente de relations humaines. Prenez le problème des jeunes chômeurs, qui laisse le monde entier perplexe devant le besoin de créer un milliard d'emplois dans les décennies à venir. Jadis les grandes villes fabriquaient des emplois pour les paysans devenus trop nombreux. Aujourd'hui le Grand Paris pourrait avoir pour mission de montrer comment chaque commune peut devenir un laboratoire qui invente de formes nouvelles de travail, en donnant la priorité à l'épanouissement et l'enrichissement culturel de chaque individu, plutôt qu'exclusivement aux critères de rentabilité. C'est à quoi je réfléchis moi-même, inspiré par la tradition française qui demande que la qualité de la vie soit toujours le premier objectif et que chaque génération apporte un supplément d'intérêt. De même qu'on fait des expériences en sciences, on doit faire des expériences en art de vivre. La France n'est pas un territoire, c'est une idée. On vient vous visiter parce qu'on compte sur vous pour avoir quelque chose de neuf à nous dire, nous aider à voir la vie de façon originale.

RGP// Les idées, la créativité viendraient alors plus facilement dans des sociétés nécessiteuses ?

T.Z.// Hélas, les pauvres veulent plutôt imiter les riches. Ils veulent monter une classe au-dessus. Mais les classes moyennes sont dans un état peu enviable.

RGP// En France, l'art de vivre a permis de développer une économie. Ne risque-t-on pas de perdre le fil culturel avec la mondialisation ?

T.Z.// Tout est risqué, toute amélioration a des effets pervers. On ne peut plus être utopiste. Être en vie aujourd'hui implique qu'on ait envie de sortir de sa propre bulle et de voyager. Moi-même, tout en ayant du plaisir à vivre en Angleterre, j'ai besoin de la France. Du coup mon esprit marche de façon différente. La pensée en France est très active, elle me nourrit des idées : je vais chez Gibert et je suis émerveillé par tous ces livres de gens curieux, inventifs, imaginatifs, toujours en désaccord. On a besoin de visions différentes. Ernest Renan disait : « *La France ce sont des gens qui ont le même projet.* » Aujourd'hui, vous n'avez plus les mêmes projets et c'est votre force autant que votre souci.

RGP// N'avez-vous pas l'impression que les gens n'osent plus sortir de leur bulle par peur, parce que la ville va trop vite, parce qu'ils perdent leurs racines ?

T.Z.// Ils ont raison d'avoir peur. Mais l'éducation est un moyen de montrer

ce qui est intéressant même si cela peut faire mal. J'ai rencontré beaucoup de gens dans des quartiers défavorisés de Londres qui ont peur de tout et qui n'ont pas envie de sortir. Nous organisons, avec ma fondation Oxford Muse** des conversations structurées entre des gens qui ne se connaissent pas. On l'a fait dans une douzaine de pays. À La Défense, nous avons fait un dîner chez McDonald's, nous avons invité les banlieusards à rencontrer les Parisiens. Ils sont venus avec beaucoup d'hésitation parce qu'ils avaient peur d'être insultés, d'être méprisés. Même un médecin disait qu'il n'entraînait plus à Paris parce que les Parisiens le méprisaient comme banlieusard. En face de moi j'avais une jeune Marocaine qui m'expliquait ne rien pouvoir faire sans le consentement de son grand frère. Il est utile de se rappeler que les habitudes ne meurent pas facilement. On a besoin de ce type de rencontre qui nous montre les limites de la mondialisation. Les gens sortent de ces conversations avec des inconnus ravis de leurs différences d'avis autant que de leurs concordances. C'est le contraire de ce qu'on a fait jusqu'à présent : réunir tout le monde pour avoir un consensus. Le consensus est un rêve, le consensus n'existe pas. ♦

* *Histoire des passions françaises*, Payot, 5 vol. ; *Les Français*, Seuil ; *Les Françaises et l'histoire intime de l'humanité*, Fayard ; *De la conversation*, Fayard ; *Le Bonheur*, Fayard.

** <http://www.oxfordmuse.com> ; <http://oxfordmuse-france.ning.com/>



CRASH TEST L'art a horreur du vide! Il y a comme un acharnement à vouloir occuper la moindre parcelle disponible, à donner une vocation à cet espace anonyme, cette transition entre un pilier de pont et un trottoir. Et quelle vocation! Une barre métaphorique de cajots maigrelets trône sur un socle de verdure parsemé de fleurs, l'espoir qu'un jour la nature prendra sa revanche sur une densité superficielle... | *Patrick Laforet est photographe. Grand Parisien, il porte son regard sur ces espaces «entre deux» sans destination particulière qui font partie de notre univers urbain.* |

ENR LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE DU GRAND PARIS

Le Comité des partenaires de Paris Métropole a mené une réflexion sur la «*Transition Énergétique*» entre septembre 2012 et mars 2013 qui a été débattue lors du bureau de Paris Métropole le 11 juin 2013. Copiloté par Veolia Environnement et EDF, ce groupe de travail a regroupé des représentants de syndicats intercommunaux, organismes publics, grandes entreprises et PME, aménageurs, architectes, gestionnaires de parcs immobiliers, universitaires, organismes de financement, associations professionnelles... Avec la participation d'experts issus de l'Agence d'Écologie Urbaine de la Ville de Paris, du conseil régional d'Île-de-France, de la Société du Grand Paris, du ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie, de l'ADEME, de l'ANRU, de la DRIEE ou de l'IEED Efficacy. Ces travaux ont permis d'identifier treize propositions réparties sur trois thèmes: la rénovation thermique du bâti existant, un urbanisme opérationnel au service de la transition énergétique et le développement local des énergies renouvelables.

| *En savoir + : www.parismetropole.fr* |



JOB PROSPECTIVE DES MÉTIERS DE LA VILLE DE DEMAIN

Le 1^{er} juillet 2013 ont eu lieu à Deauville les 13^e Rencontres sur la prospective des métiers, organisées par l'Institut d'Administration des Entreprises de Caen (IAE) et la Revue *Management & Avenir*, en partenariat avec l'ESSEC, le Pôle des Futurs de Deauville et la Maison de la Recherche en Sciences Humaines (MRSH) de Caen. La complexité croissante en matière d'aménagement et d'administration des territoires va conduire à une recomposition des différents métiers de la ville. Cette manifestation a été l'occasion de croiser le regard des chercheurs et des praticiens sur les tendances lourdes, les ruptures et les signaux faibles liés aux mutations de l'environnement sur les métiers et les compétences. Un ouvrage collectif qui reprendra les points forts de la journée est en cours de rédaction. Cette manifestation a été soutenue par la Mission Grand Paris de Veolia Environnement.

| En savoir + : www.iae.unicaen.fr |



EAU BIENVENUE CHEZ LES CH'TIS



La première fontaine « mixte », eau plate/eau gazeuse, a été inaugurée le 29 mai dernier au square Chochoy de Lens, dans le Pas-de-Calais. Preuve qu'aujourd'hui, le service de l'eau sait s'adapter aux demandes, même très particulières des habitants. Si Veolia Eau, qui assure la délégation de service public de l'eau pour la communauté d'agglomération de Lens-Liévin, assure également l'exploitation de cette fontaine publique, l'agglomération a passé commande au sculpteur avionnais Raoul Csizmadia d'une œuvre en Inox représentant des gouttes d'eau et d'air pour sa décoration.

LE CHIFFRE

3030

LE NOMBRE DE LOGEMENTS NEUFS PRÉVUS EN CONSTRUCTION PAR AN SUR LE TERRITOIRE DE CONFLUENCE DANS L'ACCORD CADRE DE CDT SIGNÉ LE 24 JUIN 2013. LE CDT DE LA CONFLUENCE ENTEND AINSI AFFIRMER SES PRIORITÉS ÉGALEMENT DANS L'AMÉLIORATION DU RER A OU LE DÉVELOPPEMENT DU PORT SEINE MÉTROPOLÉ, ENTRE AUTRES... LE CDT CONTRIBUERA AU DÉVELOPPEMENT DE L'AXE SEINE, LEVIER DU GRAND PARIS, AINSI QU'À L'OUVERTURE DE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE SUR L'ESPACE MARITIME. |

| En savoir + : www.ile-de-france.gouv.fr > [confluence](#) |

AGENDA

GREENCITY, L'ÉVÉNEMENT DU GRAND PARIS SUR LA VILLE DURABLE

Les Agences de développement Descartes Développement et Seine-et-Marne Développement organisent un cycle de conférences internationales sur l'énergie dans la ville durable ainsi qu'une convention d'affaires internationale et un forum d'investissements, les 17 et 18 octobre 2013, à la cité Descartes. | www.greencity-event.com |

LES IMAGINAIRES DE LA MÉTROPOLÉ CRÉATIVE

Dominique Pagès, maître de conférences au Celsa et Pierre Mansat, adjoint au maire de Paris en charge de Paris Métropole, co-organisent trois journées d'études sur les imaginaires de la métropole dite créative. Les deuxième et troisième journées d'études auront lieu les 17 septembre et 20 novembre 2013.

LES INDÉGIVRABLES

Ah ! j'aime toute cette
matière première dont
on fait les villes !

Euh... quelle
matière première ?
pierre ? béton ?



Mais non : vous tous !



Xavier Gorce

LES RESSOURCES DU GRAND PARIS



↑ L'amélioration du réseau de transports au sein du Grand Paris pourrait contribuer à la réduction du parc automobile en circulation et agir ainsi en faveur de la soutenabilité de la métropole.



LA QUESTION DES RESSOURCES DU GRAND PARIS NE S'ARRÊTE PAS À LA SEULE CONSIDÉRATION DES FLUX ESSENTIELS À LA BONNE MARCHÉ DE LA MÉTROPOLÉ : L'EAU, L'ÉNERGIE, LES MATÉRIAUX... ELLE S'ÉTEND AUJOURD'HUI VERS BIEN D'AUTRES DOMAINES, PEUT-ÊTRE PLUS CONCEPTUELS, MAIS TOUJOURS INDISPENSABLES. À LA CONNECTIVITÉ, AU FRÊT, À LA MOBILITÉ, S'AJOUTENT LES ENTREPRISES, LE LOGEMENT, LE POTENTIEL ÉDUCATIF OU DE RECHERCHE, LES ESPACES NATURELS AVEC POUR RESSOURCE MAJEURE SOUS-JACENTE LE FONCIER, OBJET DE TOUTES LES ATTENTIONS POUR UN DÉVELOPPEMENT HARMONIEUX DE LA MÉTROPOLÉ.

Comment l'État peut-il garantir la soutenabilité et la cohérence d'ensemble du Grand Paris au regard des effets induits par l'accroissement de la population, le développement des activités économiques, ou encore la construction de 70 000 logements par an? La question des ressources montre que le Grand Paris n'atteindra son objectif qu'à travers un projet métropolitain d'ensemble et non une somme de projets situés le long du réseau de transport express. D'autant plus que cette notion de ressource est, aujourd'hui, en pleine évolution. **BERNARD DOROSZCZUK, DIRECTEUR DU COFRAC**

« FAIRE DU GRAND PARIS UNE VITRINE INTERNATIONALE DE L'INNOVATION EN MATIÈRE DE SOUTENABILITÉ »

Depuis deux ans, la DRIEE (Direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie) a engagé plusieurs travaux de réflexion associant les principaux acteurs concernés autour de la notion de « soutenabilité » du Grand Paris dans les domaines réglementés de sa responsabilité qui font l'objet de planifications. Le but de ces travaux est d'établir un diagnostic partagé et de dégager des pistes d'action permettant d'accompagner et de rendre soutenable du point de vue environnemental la mise en œuvre du Grand Paris. Initialement, les travaux ont porté sur les ressources naturelles comme l'eau ou l'approvisionnement en matériaux du Grand Paris, mais aussi sur les ressources produites, comme l'énergie ou l'électricité, et acheminées vers la région. C'est la position d'extrême dépendance de l'Île-de-France dans ces domaines vis-à-vis de l'extérieur qui a guidé les travaux de la DRIEE. Ces travaux se sont concrétisés en 2012 par la tenue de trois séminaires de restitution du diagnostic et l'engagement d'une série d'études. Plus récemment – sur l'année 2013 et 2014 – le sens du mot ressource a été élargi pour être appliqué à l'espace, au foncier, celui qui manque pour assurer le développe-

ment de la métropole. Cette ressource rare, qu'on ne peut pas produire à l'extérieur de la région ou même importer, est indispensable à la réalisation du Grand Paris et notamment à son objectif de production de logements. Elle peut être abordée sous deux angles dans le domaine de compétence de la DRIEE : le premier, la reconquête des sites et sols pollués pour faciliter leur reconversion afin qu'ils puissent accueillir des constructions à usage d'habitation. Le deuxième, le foncier inerte, « stérilisé », notamment en raison des risques naturels, principalement d'inondation.

RESSOURCES SOUTENABLES

Comment définir aujourd'hui les ressources qui nécessitent des travaux de soutenabilité? Le projet du Grand Paris est principalement structuré à partir de la construction du réseau express de transports, et des projets d'aménagements qui vont se situer autour des gares. Ces projets vont nécessiter des ressources en matériaux, pour le bâtir, et en énergie, pour le faire fonctionner. Pour mener à bien ces projets on aura besoin de foncier, de matériaux, d'énergie, et la vie ou l'activité qui résultera de ces aménagements

aura besoin de fonctionnalités, d'utilités courantes de la vie : eau, assainissement, gestion de déchets, énergie. La consommation de ressources devra être réduite au minimum et de nouvelles formes de ressources valorisées, notamment issues de l'économie circulaire ou des énergies renouvelables qu'il faut anticiper. Ces aménagements devront offrir un cadre de vie qui soit acceptable : espaces verts, l'eau dans la ville, la nature en ville... Le terme ressources doit donc être pris au sens large, pour la réalisation d'aménagements durables et acceptables pour et par les franciliens dans le Grand Paris. Il pourrait bien évoluer au gré des travaux menés à ce sujet.

LE GRAND PARIS, UN ESPACE À VIVRE

La vocation des services de l'État en matière de soutenabilité est de s'impliquer dans la réflexion par rapport aux ressources qui font l'objet d'un encadrement réglementaire au titre duquel ils agissent en termes de planification (seuls ou en co-élaboration avec les collectivités) et d'instruction en vue de la délivrance des autorisations nécessaires à la réalisation des projets. Dans ces domaines qui regroupent pour



BERNARD DOROSZCZUK, ingénieur en chef des Mines. Après huit ans passés à la DRIRE d'Île-de-France, il devient directeur France du bureau Veritas. En 1997, il est délégué territorial pour Paris de l'Autorité de Sûreté Nucléaire (ASN). En mars 2008, il est nommé directeur régional de la DRIIE. En juin 2013, il quitte la direction de la DRIIE pour celle du COFRAC (Comité français d'accréditation).

la plupart des sujets où la maîtrise des risques et des nuisances est essentielle, un Grand Paris attractif sera un espace à vivre plus sûr, une vitrine de la nature et de l'eau dans la ville, un cadre d'innovation urbaine qui fait aussi la réputation de l'agglomération parisienne et même de la France à l'étranger. C'est aussi un formidable moyen de démonstration des capacités d'innovation des entreprises françaises présentes dans ces secteurs en mettant en œuvre la technologie, les innovations sur des écoquartiers ou sur des ensembles plus vastes autour des gares dans le cadre prévu par les Contrats de Développement Territorial (CDT) signés entre l'État et les collectivités territoriales.

À cet égard, le Grenelle de l'Environnement et les réformes relatives à l'évaluation environnementale permettent une meilleure intégration, dès la conception des projets, de l'ensemble des thématiques de l'environnement.

L'INNOVATION, RESSOURCE ET MÉTHODE

Nos travaux dans les domaines de l'eau, de l'assainissement, des matériaux ou de l'électricité, ont montré que lorsqu'on réfléchit aux méthodes de réduction des consommations, de dépollution et de construction de la ville résiliente, on s'aperçoit à chaque fois que les technologies nécessaires sont là mais que la manière de les utiliser n'est pas encore assez intégrée sur les territoires de projet.

À l'avenir, il conviendrait d'imaginer un travail plus transversal pour soutenir les projets dans les différents domaines spécifiques à la soutenabilité du Grand Paris. Quelles sont les innovations qui existent ou sont en cours d'émergence, par exemple dans les pôles de compétitivité en France dans les différents domaines investigués, et qui pourraient être mises en œuvre sur un territoire de démonstration en Île-de-France?

La question est importante. Le secteur de la construction connaît par exemple beaucoup de contraintes liées à la normalisation technique qui imposent des matériaux et en interdisent d'autres. Il faudrait faire évoluer les règles sinon

les matériaux nouveaux, qui permettront de rendre plus soutenable le Grand Paris, auront du mal à s'imposer. La même approche serait utile en matière d'énergie (stockage de l'électricité, smart grids, réseaux de chaleur et de froid...) ou d'eau (usage d'eau non potable, assainissement localisé). S'il n'y a pas encore d'urgence, il serait pourtant utile de susciter l'intérêt de l'ensemble des acteurs sur ces innovations – pourquoi pas dans le cadre d'un grand séminaire sur l'innovation au sein du Grand Paris? – et d'identifier les verrous réglementaires à lever pour les expérimenter.

INVESTIR INTELLIGEMMENT

Mais de nombreuses pistes de travail et d'études engagées suite à nos travaux permettent déjà de répondre aux problèmes identifiés. Les travaux menés sur la soutenabilité électrique du Grand Paris, par exemple, conduisent à identifier non pas un besoin d'énergie supplémentaire mais un changement de nature de la consommation électrique. Le développement des data centers et des voitures électriques va réclamer plus de puissance. On estime, à réseau constant, le besoin de puissance supplémentaires à 3000 MW sur le réseau électrique dans les années à venir. Une réflexion innovante consisterait par exemple à développer des systèmes à l'échelle métropolitaine pour pouvoir écrier les besoins de puissance tout en garantissant la sécurité électrique par le développement du stockage. À ce moment-là, plus besoin d'investir pour de la puissance supplémentaire, mais sur un réseau électrique intelligent, qui nécessite des équipements innovants et des systèmes d'informations plus développés. Cela suppose vraisemblablement, en matière de gouvernance, que la métropole du Grand Paris se saisisse de ces sujets sur la durée, dans la continuité des initiatives de l'État, pour mobiliser la totalité des ressources issues des collectivités comme celles des opérateurs de réseaux et des entreprises. ♦

Si la mission principale de la Société du Grand Paris consiste à développer le réseau de transports, elle s'accompagne d'une réflexion sur l'aménagement du territoire et l'urbanisme, menée en étroite collaboration avec les acteurs métropolitains. Pour **CATHERINE BARBÉ**, DIRECTRICE DES PARTENARIATS STRATÉGIQUES DE LA SGP, il s'agit d'insérer au mieux les gares dans la ville, génératrices de ressources foncières.

« LE GRAND PARIS EXPRESS VA AUGMENTER L'OFFRE FONCIÈRE »

LA REVUE DU GRAND PARIS// Comment la SGP articule-t-elle son action avec les projets urbains autour des gares ?

CATHERINE BARBÉ// L'essentiel de l'action foncière de surface de la SGP portera sur les gares du futur métro et sur les bâtiments qui pourraient être construits sur le terrain de la gare. Au-delà du périmètre de la gare, le projet aura un effet accélérateur d'urbanisation sur l'ensemble du quartier. Pour aborder ce sujet d'intérêt commun avec les collectivités locales, nous nous appuyons sur le comité stratégique* de la SGP. Par exemple, nous lui avons proposé de monter un observatoire des prix des marchés fonciers et immobiliers, afin de répondre à la question des risques d'inflation autour des gares, qui préoccupe les élus. Cet observatoire fait l'objet d'une convention de partenariat entre la SGP, la préfecture de région et la chambre des notaires de Paris. Nous avons pensé que c'était un bon moyen d'établir un diagnostic partagé, pour ensuite mobiliser de façon adaptée les outils dont disposent les collectivités, et plus particulièrement les communes, en matière d'urbanisme et d'action foncière.

RGP// Sur quel périmètre porte votre intervention ?

C.B.// Nous nous sommes fixé comme rayon d'action un territoire de 800 mètres autour des gares. Ce rayon correspond à la distance parcourue en un quart d'heure à pied, zone où se concentrent les projets immobiliers. L'observatoire examinera l'évolution des prix sur ces territoires et les comparera avec des prix de référence. Notre première réunion du comité de pilotage aura lieu le 11 juillet 2013. Nous publierons ensuite les premiers éléments de méthodologie et peut-être les premières observations qui vont porter sur les années 2011 et antérieures, afin de constituer un état zéro.

RGP// Sans présager des résultats de cet observatoire, pensez-vous que l'implantation des futures gares du GPE risque

réellement de favoriser l'inflation sur les prix du foncier ?

C.B.// Le métro va surtout augmenter l'offre foncière et rien de tel pour faire baisser les prix que d'augmenter l'offre... Je revendique cet optimisme. Les métropoles qui ne font rien n'attirent pas les étrangers ni les entreprises. Elles subissent le chômage et la pauvreté ; les gens émigrent. C'est ce que vivent certaines grandes villes d'Allemagne de l'Est par exemple. Évidemment, certains lieux seront plus attirants que d'autres. Mais on ne peut pas se désoler que La Courneuve ou Clichy-Montfermeil prennent de la valeur. Autour de ces gares, si les PLU sont malthusiens, et si les collectivités locales n'ont pas les moyens d'avoir une politique foncière : il ne se passera rien, sauf des petites opérations immobilières qui se vendront très chères. En revanche, si les collectivités sont convaincues qu'il est de leur responsabilité de dynamiser ces territoires, il y aura de l'action foncière, du remembrement, des PLU qui vont évoluer, si possible en douceur afin d'éviter le désordre dans les mutations foncières. Dans les vingt ou trente ans qui viennent, beaucoup plus de logements vont être construits. À cela s'ajoute l'immobilier d'entreprise, comme les élus le souhaitent parfois. Des projets d'envergure se concrétiseront sur des grands pôles comme Cancer Campus, les Ardoines ou Pleyel bien sûr, mais pas uniquement.

RGP// Cela ne risque-t-il pas d'encourager l'étalement urbain ?

C.B.// Le tracé du réseau du Grand Paris passe vraiment au cœur du cœur de la région Île-de-France, là où se trouvent les emplois et les habitants. Les communes desservies couvrent un territoire d'environ 900 km² alors que la

« Nous avons identifié un potentiel de construction sur 800 m autour des gares de 10 à 15 000 logements par an pendant vingt-cinq ans. À cela s'ajoutent les équipements assortis et les emplois induits. »



CATHERINE BARBÉ,
directrice des partenariats stratégiques de la SGP, elle a été chargée de la mission de préfiguration de l'Institut des métropoles durables et directrice générale de l'urbanisme de la ville de Paris de 2001 à 2010.

SINBAD BONFANTI

région en fait 12 000. Les territoires peu urbanisés ne sont pas concernés, sauf le plateau de Saclay que la loi du Grand Paris a sanctuarisé par ailleurs, et le triangle de Gonesse que le SDRIF prévoit d'ouvrir à l'urbanisation. Ce sont les deux seuls territoires agricoles traversés par le réseau.

RGP// En revanche vous pensez favoriser la densification, est-ce réaliste?

C.B.// Nous avons étudié à la demande de l'Autorité environnementale l'impact des futures gares sur l'urbanisation. À cette occasion, nous avons travaillé étroitement avec la direction régionale de l'équipement et l'urbaniste Philippe Panerai. Nous avons identifié un potentiel de construction sur 800 m autour des gares de 10 à 15 000 logements par an pendant vingt-cinq ans. À cela s'ajoutent les équipements assortis et les emplois induits. Il y a du

potentiel foncier, comme l'ont notamment montré les équipes d'architectes de l'Atelier International du Grand Paris : les grands territoires vierges, les terrains délaissés, les territoires ferroviaires mal utilisés... Il existe aussi des équipements publics sous-densifiés, des hôpitaux pavillonnaires, des groupes scolaires très étendus... Les tissus pavillonnaires peuvent également muter et se densifier, à condition de prendre le temps d'associer les habitants pour prendre en compte leurs besoins. Le projet de recherche Bimby** en est un exemple.

Nous avons entendu dans le cadre du Comité Stratégique un exposé du directeur de l'urbanisme d'une des communes membres. Il nous a expliqué comment le PLU de sa commune a été modifié pour permettre des petites opérations, et comment le dialogue a été engagé avec la population afin d'évi-

ter des contentieux sur les permis de construire. D'autres le font également. C'est la chance de cette gouvernance locale qui peut déployer des démarches fines et productives. Il se passe plus de choses qu'on ne l'imagine et j'ai l'impression qu'il y a un retournement de tendance. On le sent dans la mobilisation des élus qui veulent saisir l'opportunité du Grand Paris pour dynamiser et mettre en valeur leur territoire. ♦

* Le comité stratégique de la SGP est composé de 123 membres, représentant les communes traversées par le réseau GPE, les Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) dont au moins une commune est traversée par le réseau GPE, quatre parlementaires dont deux députés et deux sénateurs, des représentants des Chambres de commerce et d'industrie d'Île-de-France ainsi que la Chambre régionale des métiers et de l'artisanat et de six membres du Conseil économique, social et environnemental d'Île-de-France. Son président est Jean-Yves Le Bouillonnet, député du Val-de-Marne, maire de Cachan.

** Build In My BackYard : www.bimby.fr

Le numérique s'inscrit comme la ressource majeure des développements urbains futurs à condition d'en décrypter les codes. En témoigne l'ambition de la Communauté d'Agglomération Grand Paris Seine Ouest (GPSO), de faciliter, à travers son contrat de développement territorial, la construction de la ville numérique, créative et durable.

NILS AZIOSMANOFF, PRÉSIDENT DU CUBE, CENTRE DE CRÉATION NUMÉRIQUE
DISSY-LES-MOULINEAUX

L'ÈRE DES NANO- SAPIENS

SMART CITY:

Où sont les nouveaux pôles d'animation de la cité aujourd'hui? Ils se construisent autour des principaux points d'accès et de flux, comme la gare ou le centre commercial qui deviennent des centres-villes. Parfois externalisés en périphérie, ils forgent tout autant l'identité d'un territoire que le centre historique. La gare par exemple ne se repense donc plus seulement autour de la notion de multimodalité de transport, mais également des services qu'elle va agréger comme une « *petite ville dans la ville* ». Ces nouveaux pôles urbains vont intégrer des lieux de culture, de commerce, de loisirs, d'innovation et de services, créant de nouvelles mixités sociales, de nouvelles porosités fonctionnelles et culturelles. Ces « *externalités positives* » sont aujourd'hui des plates-formes urbaines augmentées par les potentialités du numérique. D'où la nécessité d'avoir une vision holistique de ce qui recompose le vivre ensemble à l'ère des réseaux. Le numérique est un nouveau paradigme de progrès, avec la dématérialisation et le transfert des biens et des services, les échanges et les réseaux

sociaux, l'accès à la connaissance, etc., la sphère virtuelle s'est considérablement élargie dans le « *nuage* » qui est au-dessus de nos têtes. À présent, le réel prend sa revanche en intégrant le numérique dans la conception de l'espace physique. Celui-ci devient communicant, relationnel, comportemental, il ouvre l'imaginaire d'un monde « *augmenté* ». La ville se renouvelle donc, grâce à son hybridation à la sphère virtuelle, elle étend considérablement son espace relationnel et informationnel autour d'écosystèmes urbains, tout en se centrant sur les besoins de chaque individu. La smart city s'autorégule et « *autonomise* » de plus en plus ses modes de gestion, elle offre des services personnalisés et apporte des progrès majeurs comme dans le domaine du smart grid et de la transition énergétique. L'un des grands défis, encore peu regardé, est celui de la « *transition culturelle* » qui doit accompagner ces mutations. Il nous faut réinventer collectivement le vivre ensemble autour des enjeux du 21^e siècle. La smart city doit favoriser la créativité de ses habitants, d'où l'importance de démarches culturelles, sociales et éducatives

autour de l'innovation et de la création. C'est à quoi s'essaie avec enthousiasme le Cube depuis douze ans.

SMART CITY+:

Ce projet, inscrit dans le cadre du Grand Emprunt-Ville Numérique*, vise à développer une plate-forme multicanal de services d'hyper-proximité en partenariat avec GPSO et un ensemble de partenaires en pointe dans le domaine du numérique (*entreprises, institutionnels et labos de recherches, ndlr*). Ce projet sortira en 2014 et commencera ses premières expérimentations à l'échelle d'un territoire de 600 000 usagers. Il entend créer de façon participative, et avec le concours actif des services de la collectivité, une plate-forme d'animation des écosystèmes urbains, dans des domaines aussi variés que l'économie, la culture, la solidarité sociale, l'open data, etc.

POST HUMAIN:

Bientôt, les robots et les hommes vivront ensemble, les humains « *augmentés* » utiliseront des implants technologiques et auront en grande partie externalisé leurs processus cognitifs. Ils accéderont à tout moment à la « *connaissance planétaire* », seront immortels et doués d'ubiquité. L'Institut pour la Singularité, soutenue par Google et la Nasa, annonce la fusion homme-machine à l'horizon 2050. Le cyborg des romans de science-fiction est à notre porte, il pourrait remplacer l'Homo sapiens. Ce qui pose des questions philosophiques et éthiques sans précédent. Vers quelle humanité allons-nous?

E-LEARNING:

Nous risquons de construire une société à deux vitesses, et l'e-exclusion pourrait avoir des conséquences dramatiques, y compris en Europe! La Corée du Sud est par exemple très en pointe dans la robotique, la Chine avance à grand pas. Nous, nous restons figés dans les schémas du passé. Les investissements sur les NBIC s'orientent donc naturellement vers là où l'innovation avance: aux États-Unis, en Inde ou en Asie. Il s'agit donc de déve-



lopper une véritable culture de l'innovation. La médiation et la pédagogie autour de ces transformations pourraient utilement contribuer à susciter des vocations et des dynamiques créatives. C'est comme pour le tri sélectif, ce sont les enfants qui éduquent les parents aux questions environnementales parce qu'ils ont eu ce bagage très tôt, dès l'école. Depuis douze ans au Cube, nous travaillons chaque année sur des projets pédagogiques pilotes avec les établissements scolaires du GPSO. Nous créons des écosystèmes qui mobilisent des sociologues, cognitivistes, ergonomes, start-up, etc., entièrement centrés sur les élèves. Ces projets n'ont pas seulement augmenté le niveau des élèves dans la compréhension des usages numériques, mais ils les ont fait progresser dans toutes les disciplines ! Ce petit miracle vient du fait que les élèves ont changé leur « logiciel », leur manière de travailler. Grâce aux dimensions ludiques et participatives du numérique, ils ont appris à être solidaires, créatifs, agiles et à l'écoute... Ils sont passés du système « égo compétitif » au système « alter coopératif », pour reprendre la formule de Patrick Viveret.

RÉSEAUX SOCIAUX :

Au Moyen Âge, la place publique était au centre de la cité. Où est l'agora d'aujourd'hui ? Sur Facebook ? En France, plus de 90 % des 18-25 ans sont membres de ce réseau social. Mais Facebook est une entreprise américaine qui est propriétaire de vos données, pas une place publique. Les réseaux sociaux ont pourtant une influence sur la vie de la cité. La recommandation donne par exemple un véritable pouvoir aux communautés d'utilisateurs. En plaçant les individus au cœur des processus de conception et de décision, l'information ascendante vient ébranler la chaîne de valeurs. La cité contemporaine n'y échappera pas, avec le numérique, nous allons réinventer le vivre ensemble. ♦

* La société Navidis, dont Nils Aziosmanoff est également le président, apporte des solutions innovantes aux acteurs et usagers de la smart city. Elle est lauréate de l'appel à projets Ville Numérique du Grand Emprunt, avec le projet Smart City+ qui expérimente une plate-forme multicanal de services d'hyperproximité à l'échelle d'un territoire de GPSO et de ses 600 000 usagers.

NILS AZIOMASNOFF, président du Cube et de Navidis, il est aussi fondateur d'ART3000, association pionnière en arts et nouvelles technologies. Il a dirigé ISEA2000, l'un des événements les plus réputés pour les arts numériques. Il est Chevalier des Arts et des Lettres.

SINGOBAO BONFANTI



BRUNO GODFROY, directeur régional de Veolia Eau et délégué régional Veolia Environnement en Île-de-France, est un homme de l'eau. Originaire de Paris, il a assuré différents postes opérationnels en région. Il était notamment directeur régional Nord-Ouest depuis 1997.

Le projet social, urbain et économique du Grand Paris comprend des enjeux de proximité qui n'ont jamais été aussi importants. Anticiper une métropole durable, c'est intégrer dans cette réflexion cette dimension de proximité et d'un accès facilité aux services essentiels. Pour **BRUNO GODFROY**, DIRECTEUR RÉGIONAL DE VEOLIA EAU ET DÉLÉGUÉ RÉGIONAL VEOLIA ENVIRONNEMENT EN ÎLE-DE-FRANCE, cette dimension répond aux besoins de plus en plus diversifiés des particuliers, des petites entreprises et du secteur tertiaire.

« L'EAU SE NOURRIT DE LONG TERME »

LA REVUE DU GRAND PARIS// Comment percevez-vous l'évolution des enjeux autour de la ressource en eau au regard du Grand Paris?

BRUNO GODFROY// La disponibilité de nos ressources en eau repose sur des politiques d'aménagement du territoire. Elle est tributaire d'investissements de longue durée, s'inscrivant dans des projets de renouvellement urbain de

plus en plus complexes. Cette notion de durée est devenue aujourd'hui plus difficile à intégrer parce que les cycles politiques sont plus courts et les possibilités d'investissements sont moindres. Penser l'eau, ses services, sa disponibilité, sa qualité, nécessite d'avoir une vision à vingt-cinq ou trente ans... Elle se nourrit de long terme. Depuis les années 20, l'idée dominante a été celle

de la sécurité de la ressource en eau et d'approvisionnement des pôles urbains. Parmi les grands chantiers dans ce domaine, le Syndicat des Eaux d'Île-de-France, par exemple, a réussi l'exploit de bâtir des infrastructures permettant de mailler entre eux les trois principaux fleuves de la région parisienne, la Seine, la Marne et l'Oise, en à peine soixante ans. Dans le nord de

l'Île-de-France, Cergy-Pontoise peut être alimenté à la fois par l'eau de la Marne et par celle du Mantois.

RGP// Malgré la crise, cette vision à vingt-cinq ou trente ans peut quand même être maintenue ?

B.G.// Le Grand Paris, c'est aussi une vision sur cette durée... Dans le domaine de l'eau, nos clients ont cette dimension prospective. Auparavant, on ne privilégiait pas la rentabilité à court terme. Le monde économique gagnait plus d'argent, il était en croissance, la dette n'effrayait personne. Aujourd'hui, le monde économique est en crise. Heureusement les infrastructures les plus importantes ont été réalisées.

RGP// Et pourtant, entre les gares, les logements, les zones d'activités économiques, cela devrait susciter de grands aménagements...

B.G.// Le problème ne se pose pas en termes de quantité mais de qualité. La croissance démographique va surtout entraîner des problématiques de logement et de conflits entre la résidence et le lieu de travail, qui ne nécessitent pas, pour l'instant, d'accroître à proportion les infrastructures existantes. Dans les années 60, l'enjeu était de fournir de l'eau en quantité suffisante, et répondre à des besoins en termes de confort. Des programmes d'interconnexions des réseaux d'eau ont permis de sécuriser une offre par rapport à une demande croissante. Aujourd'hui, si l'accès à l'eau est un service entré dans la normalité, les consommateurs s'intéressent davantage aux caractéristiques de leur eau. Ils sont en attente d'une eau meilleure, moins dure, décarbonatée.

Pour répondre à l'évolution des pôles de développement projetés en région parisienne, il va falloir investir dans le renforcement local des réseaux. Certaines initiatives émergent, notamment dans les premiers contrats de développement territorial. À cela s'ajoute une baisse de la consommation d'eau unitaire à laquelle les services publics doivent s'adapter. Ces derniers vont devoir évoluer en s'équipant

de systèmes de réseaux intelligents, notamment de mesures de consommation comme le suivi de la consommation par télérelevé, par exemple. Que ce soit dans l'eau, l'énergie ou les déchets, il est possible de concilier les impératifs généraux du service public, autour des grandes questions de qualité et de sécurité, avec des besoins plus individuels des clients domestiques, comme les petites industries et le tertiaire, qui souhaitent être accompagnés dans le pilotage de leurs consommations individuelles.

RGP// Cela est-il compatible avec la gestion de structures à grande échelle ?

B.G.// C'est possible via la dimension de proximité. Le SEDIF compte 149 communes, ce qui pose à la fois des questions de stratégie à l'échelle d'un grand territoire, comme pour par exemple la sécurisation de l'alimentation en eau, mais aussi des questions sur les solutions que nous pouvons proposer à l'échelle de la commune. Aujourd'hui, parmi les services que les opérateurs peuvent déployer, la dimension de proximité est prépondérante. Ce qui compte pour une commune, c'est avant tout la qualité de l'eau distribuée. Aux compétences nécessaires pour gérer de grands systèmes s'ajoutent celles indispensables pour répondre aux problématiques hyperlocales (diagnostics de fonctionnement, services de proximité par exemple).

RGP// Et ces services de proximité ne se limitent pas seulement à l'eau...

B.G.// La vision du Grand Paris requiert beaucoup d'intelligence pour anticiper les besoins futurs et mobiliser les capacités d'innovation des acteurs du territoire. Réfléchir de façon intégrée sur le transport, l'économie, l'habitat et l'aménagement urbain, ce n'était pas possible il y a cinquante ans au moment de l'émergence des villes nouvelles.

Il est certain que le développement du Grand Paris favorisera le développement de grands ensembles d'activités tertiaires qui feront appel à une offre diversifiée. C'est vrai pour l'eau. C'est également vrai pour l'énergie où les

services collectifs sur les réseaux de chaleur côtoient les services au bâtiment. Ces questions se posent également à propos des déchets avec les nouveaux maillages en matière de collecte, comme la collecte pneumatique dont on vient d'inaugurer une nouvelle installation au fort d'Issy-les-Moulineaux. On retrouve là la même problématique de la grande échelle et de la proximité. La mise en place de ces services urbains doit être intégrée en amont dès les premières réflexions sur l'aménagement et mettre en avant les capacités de recherche et d'innovation des grands opérateurs.

RGP// Cette diversité de l'offre de services urbains devrait-elle faire émerger de nouveaux métiers ?

B.G.// Nos collectivités agissent sur des territoires de plus en plus vastes. Les problématiques de l'eau et de l'environnement sont des problématiques de flux, avec une dimension régionale, voire inter-régionale. Nos métiers s'exercent donc avec une vision globale de ce qu'est un territoire.

Notre expertise dans l'eau nous permet d'anticiper les problématiques d'aménagement y compris dans d'autres domaines parce qu'elle préexiste à toutes les problématiques de flux. Fort de cette transversalité, notre rôle est de favoriser le développement de ces territoires en optimisant les synergies entre tous ces savoir-faire de services urbains. Les contrats de développement territorial doivent permettre à cet égard une « *transprofessionnalisation* » nécessaire désormais au développement urbain. Les métiers deviennent moins cloisonnés qu'auparavant, nos collaborateurs perçoivent ces évolutions.

Cela permet également de faire émerger des démonstrateurs en phase avec la dimension internationale de la métropole parisienne. Par exemple le SEDIF a une référence mondiale avec le SERVO, le centre de pilotage intégré pour l'ensemble de son service de l'eau. ♦

Auteur d'un rapport sur l'innovation en France*, remis au gouvernement en avril dernier, Pierre Tambourin, directeur général du Genopole d'Évry, estime que l'innovation est une ressource et un facteur de compétitivité incontournables des territoires.**

PIERRE TAMBOURIN, DIRECTEUR GÉNÉRAL DU GENOPOLE D'ÉVRY

« L'ÉCOSYSTÈME, C'EST TOUTE UNE CULTURE »

LA REVUE DU GRAND PARIS// Dans votre rapport, la territorialité fait-elle partie des points cruciaux à développer en faveur de plus d'innovation ?

PIERRE TAMBOURIN// Nous affirmons notamment que « l'innovation est particulièrement stimulée au sein d'écosystèmes locaux, ancrés sur un territoire, en général à l'échelle d'une métropole ». Dans la vision des politiques, Paris veut se désenclaver et réfléchit à une vision plus globale, incluant essentiellement la petite couronne. Une frontière est à définir, ce qui n'est pas simple. Le plateau de Saclay, par exemple, fait partie du Grand Paris, le Genopole d'Évry non. Le secteur de la recherche et de l'innovation représente, dans Paris intra-muros, le quart du potentiel français. Féconder certains autres territoires franciliens en privilégiant une vision globale, c'est répondre à un enjeu de société : rapprocher les bassins d'emplois des bassins de population et faire que l'enseignement supérieur et la recherche soient présents là où c'est pertinent et nécessaire.

RGP// Cela correspondant à l'idée développée par Christian Blanc en faveur du développement des clusters et des pôles de compétitivité...

P.T.// L'idée sous-jacente au concept de Genopole était celle des clusters à l'américaine. Si l'on avait demandé à l'époque aux experts de ce domaine de

lancer un tel projet à Évry, ils auraient répondu que c'était impossible. Il n'y avait pas de recherche en biologie, pas d'enseignement en sciences de la vie au sein de l'université, pas d'entreprises... Mais tout cela tient à des histoires d'hommes, des histoires fabuleuses. L'Association Française contre la Myopathie, le Téléthon et le Génethon, pour lutter contre les maladies génétiques, ont, par leur puissance, par les audiences, contribué à crédibiliser un grand projet là où, probablement, rien n'aurait dû se passer.

RGP// Sans le Genopole, il n'y aurait plus de recherche dans ce domaine en région parisienne ?

P.T.// Il y en aurait moins, à coup sûr. L'Association Française contre les Myopathies (AFM) a joué un rôle que l'Histoire finira par reconnaître. Après la caractérisation, par un chercheur américain, du gène de la myopathie de Duchenne en 1986, l'AFM a réalisé que la connaissance du génome*** de l'homme pouvait, d'une part, accélérer considérablement la découverte des gènes à l'origine des quelques 6 000 maladies génétiques hérédi-

taires et, d'autre part, qu'il était possible d'utiliser la copie normale de ces gènes pour traiter ces malades. L'AFM a investi de l'ordre de 50 millions d'euros par an uniquement dans ce domaine de la recherche fondamentale. Ils ont été à l'origine du développement de la génomique française. L'État a ensuite pris le relais (1997-98). Le projet Genopole a été conçu et présenté par le président de l'AFM, Bernard Barataud, à Jacques Chirac dès 1995, puis lancé effectivement en 1998. Genopole préfigurait les pôles de compétitivité qui ont été mis en place en 2005, dix ans après.

RGP// Qu'est-ce qui a motivé l'installation sur ce territoire ?

P.T.// Bernard Barataud, le président de l'AFM, avait un enfant myopathe. Il cherchait un endroit où il pouvait être accueilli. Un tel centre d'accueil existait près d'ici. Évry commençait à vivre difficilement son statut de ville nouvelle, les industriels, en particulier de l'informatique, quittaient la ville. Le siège où nous sommes installés était disponible et l'AFM l'a acheté pour développer le premier laboratoire français de recherche en génétique et génomique

« Genopole préfigurait les pôles de compétitivité qui ont été mis en place en 2005, dix ans après. »



**PIERRE
 TAMBOURIN,**
 biologiste.
 Ancien élève
 de l'École
 polytechnique,
 directeur
 de recherche
 à l'Inserm, il
 est depuis
 1998 directeur
 du Genopole
 d'Évry. Il préside
 également le Pôle
 scientifique d'Évry
 Val-d'Essonne
 et le Centre de
 Recherche Clinique
 Translationnelle.

de très haut niveau. Après une rencontre avec deux chercheurs, Daniel Cohen et Jean Weissenbach, ils ont eu l'idée d'un laboratoire de biologie à grande échelle, une sorte d'usine de la recherche. Cela a conduit à une révolution méthodologique qui s'est traduite par un résultat simple : en 1993, il était prévu que le génome humain serait entièrement connu vers 2015/2020 à condition que tous les labos du monde s'y mettent. Cela a été achevé en 2003. L'État a pris le relais mais Évry était un désert universitaire et scientifique en sciences du vivant. J'ai été chargé de développer un minimum de laboratoires. Les grands organismes ont beaucoup aidé. J'ai souhaité, en même temps, créer tous les outils du parfait créateur d'entreprise et, grâce aux soutiens du gouvernement, de la Région, du conseil général de l'Essonne, des élus de tous bords (tout le monde s'y est mis), 134 entreprises ont été créées, accompagnées ou accueillies, et 110 sont aujourd'hui toujours en activité.

RGP// Quelle leçon tirez-vous de cette insertion sur ce territoire ?

P.T.// Le Genopole a produit une étincelle pour ce territoire et a modifié l'image et même peut-être l'histoire de la ville. L'approche du cancer sera complètement remise en cause par les travaux qui sont accomplis en partie ici. C'est une fierté, et en termes d'emploi, nous avons créé 2 000 postes directs. Et les experts disent que pour un emploi direct créé ici, il y en a deux ou trois créés à l'extérieur. Parmi les chercheurs que nous formons, nous n'avons guère de problèmes de chômage. Tout le monde se recase. Il y a une vraie dynamique. Au début, la plupart des nouveaux venus étaient des chercheurs ou des ingénieurs et techniciens. Tous habitaient Paris. Aujourd'hui, nous en sommes à presque 40 % gens installés en Essonne et nous recrutons des habitants des environs. Auparavant, il y avait des problèmes sérieux entre les quartiers des Tarterêts à Corbeil et des Pyramides à Évry. Les CRS étaient là tous les jours. Maintenant c'est plus calme. L'hôpital qui s'est construit a aussi contribué à favoriser l'osmose.

SINDBAD BONFANTI

RGP// En quoi l'innovation constitue-t-elle un facteur de compétitivité ?

P.T.// Après un séjour outre-Atlantique, dans le début des années 1980, j'ai compris deux choses : les entreprises innovantes issues de la recherche académique ou des centres de recherche des grandes entreprises ont un potentiel de développement considérable. Aux États-Unis, sur les cinquante premières entreprises, 30 à 40 % n'existaient pas il y a vingt ou trente ans. C'est un potentiel de rénovation industrielle permanent, en grande partie issu du système académique. Le deuxième constat est que les biotechnologies ne sont pas seulement intéressantes pour la médecine, mais essentielles à beaucoup d'autres secteurs comme l'environnement, la chimie, l'énergie, les matériaux du futur et l'industrie, dont l'agroalimentaire. Depuis mon retour en France, je me suis toujours efforcé de développer ce domaine. Par chance, nous avons démarré le Genopole au moment où la situation de l'économie mondiale était favorable, où tout allait bien.

L'innovation est un facteur de compétitivité incontournable. Paris, la Région, les collectivités ont à cet égard des rôles essentiels à jouer. De plus, les grands industriels peuvent jouer également un grand rôle, en particulier en veillant aux innovations développées en interne.

RGP// Cela dépasse donc le seul rôle des collectivités ?

P.T.// Cela va au-delà même de l'appui financier, c'est un écosystème qu'il faut réaliser. C'est tout un processus, un ensemble de conditions à réunir, pas simplement acheter un équipement ou une centrifugeuse. L'innovation, c'est de l'immobilier de qualité, positionné à certains endroits, des équipes compétentes permettant d'aider les chercheurs qui sortent de leur labo et qui n'y connaissent rien à déposer un brevet ou rédiger un business plan. Si vous n'avez pas autour de ces projets des équipes spécialisées de haut niveau qui accompagnent les chercheurs, cela ne marchera pas. Ce sont les ingrédients de l'écosystème : des équipes qu'il faut payer, des bâtiments et des finance-

« Le secteur de la recherche et de l'innovation représente, dans Paris intramuros, le quart du potentiel français. Féconder certains autres territoires franciliens en privilégiant une vision globale, c'est répondre à un enjeu de société : rapprocher les bassins d'emplois des bassins de population et faire que l'enseignement supérieur et la recherche soient présents là où c'est pertinent et nécessaire. »

ments adaptés... L'écosystème c'est toute une culture. On doit réfléchir aussi aux lieux de vie, à la diversité, à l'animation, etc... Quand on fait le tour des grands écosystèmes mondiaux, il y a toujours à l'origine une grande université ou un grand laboratoire ou un homme, je pense à Louis Néel**** à Grenoble par exemple.

RGP// Quelles sont selon vous les traductions concrètes dans le Grand Paris ?

Le cas du Cancer Campus à Villejuif est intéressant, parce que significatif de la problématique du Grand Paris, pour lequel le monde politique a un rôle essentiel à jouer. La renommée de Cancer Campus tient essentiellement à la présence d'un hôpital de très grande qualité, l'institut Gustave Roussy, d'où l'idée de créer un cluster Cancer sur le modèle du Genopole et de faire travailler ensemble ces deux pôles. La cancérologie est en pleine révolution. L'approche de la maladie cancéreuse sera complètement remise en cause dans les cinq ans. Chaque tumeur est génétiquement différente. Les médecins disposeront d'une carte des altérations génétiques qui permettra d'ajuster le traitement à chaque tumeur. Le séquençage sera fait au sein de grands centres publics et par les industriels. De nouveaux médicaments plus spécifiques, plus efficaces vont apparaître. Nous avons au Genopole un centre de séquençage de 150 personnes, dans le top 10 mon-

dial. Les Chinois ont un centre à Pékin (le BGI, Beijing Genomic Institute) qui compte 3 000 personnes dont un tiers d'informaticiens. Le BGI est en train de s'installer sur Cancer Campus. Au lieu de proposer 200 euros par génome dans un proche avenir (le séquençage coûte encore 1 000 euros aujourd'hui), les lois du marché risquent d'obliger les médecins à l'acheter 50 euros... Mais si nos amis chinois, par leur compétitivité actuelle, deviennent l'unique prestataire, c'est tout un patrimoine, une connaissance de l'information génétique d'une grande partie de la population française, et cela représente une valeur inestimable. J'essaie d'attirer l'attention des pouvoirs publics sur ce point. Je pense également important de mettre en œuvre des mesures spécifiques de maîtrise du foncier, compte tenu de la nouvelle attractivité de ce territoire, afin de réserver les emplacements nécessaires au développement futur des activités Cancer Campus. ♦

*L'innovation, un enjeu majeur pour la France : dynamiser la croissance des entreprises innovantes, Jean-Luc Beylat, Pierre Tambourin (avril 2013).

** Le Genopole d'Évry est le premier biocluster en France consacré aux biothérapies, à la recherche en génétique, génomique, post-génomique, xénobiologie et au développement des industries de biotechnologie.

*** Génome : l'ensemble de l'information génétique d'un individu, présente dans chaque cellule et portée par l'acide désoxyribonucléique ou ADN.

**** Louis Néel, prix Nobel de physique 1970, président de l'Institut polytechnique de Grenoble.

La proportion de surfaces agricoles en Île-de-France est passée sous la barre des 50%.
Pour **LUCIEN CHABASON**, un des pionniers des questions environnementales dans les politiques publiques,
Le Grand Paris doit rééquilibrer son développement urbain.
Son manque de cohérence risque de contrarier les politiques énergétiques.



SINDBAO BONFANTI

« LE DÉPLOIEMENT TERRITORIAL DE L'HABITAT ET DES ACTIVITÉS REND PLUS DIFFICILE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE »

LA REVUE DU GRAND PARIS// La gestion des espaces naturels est-elle devenue un enjeu majeur du développement métropolitain ?

LUCIEN CHABASON// Les autorités prennent véritablement conscience de l'amputation rapide des espaces naturels au milieu des années 70. Le gouvernement décide de protéger en prio-

rité les forêts et les bois. L'Agence des Espaces Verts de la région Île-de-France est créée. Puis apparaissent le concept de zone naturelle d'équilibre et les parcs naturels régionaux. Il s'agit de conserver à la région Île-de-France un certain nombre de grands espaces cohérents qui vont s'équilibrer avec les villes nouvelles : en dehors de celles-ci, on ne laissera pas

l'urbanisation se développer au détriment des espaces naturels. Mais dans le concept d'« espaces verts » de l'époque, il n'y a pas un vrai souci avec l'agriculture ; elle reste au droit commun avec un instrument fort : la Safer Île-de-France. La décentralisation a changé la donne de cette politique. Aujourd'hui, le souci est de concilier les besoins de logements



LUCIEN CHABASON, haut-fonctionnaire, a été, entre autres, chargé de mission sur les questions environnementales et d'agriculture auprès de Jacques Chirac (74-76) et de Raymond Barre (76-77), directeur de cabinet de Brice Lalonde, ministre de l'Environnement (88-92). Il est aujourd'hui conseiller à la direction de l'Institut du Développement durable et des Relations internationales (IDDR).

« Aujourd'hui, le souci est de concilier les besoins de logements neufs avec la protection des terres agricoles. C'est un défi majeur. »

neufs avec la nécessaire protection des terres agricoles. C'est un défi majeur.

RGP// Est-ce que cela a favorisé l'urbanisation aux dépens des terres agricoles?

L.C.// Oui, cette terre de qualité est devenue très vite, dès les années 80, le support de lotissements à basse densité. C'est bien plus tard que le souci d'un développement urbain plus durable est venu favoriser le projet de mieux utiliser le foncier, d'aller vers une ville moins étalée, plus compacte, permettant la valorisation des transports collectifs et la protection des terres agricoles. Entre 1975 et 2012, on passe d'un concept de conservation appliqué d'abord aux forêts

à un concept plus intégré et systémique du développement territorial.

Ces questions commencent à agiter le monde de l'urbanisme. C'est bien, mais il faut poser des actes concrets dans cette direction. La densification permettrait de conforter une conception protectrice du potentiel de terres agricoles. Le Premier ministre a annoncé qu'en 2025 on ne consommerait plus de terres agricoles pour l'urbanisation. Pour l'instant, c'est encore un vœu. Il est indispensable qu'il y ait un dispositif législatif. En ce qui concerne l'autre orientation pour préserver les terres agricoles, reconstruire la ville sur la ville, densifier la petite couronne, cela

a-t-il un sens ? Pour des raisons politiques, j'en doute. Je ne crois pas qu'on puisse remanier l'urbanisation existante de la première couronne.

Le coche a été loupé après la Première Guerre mondiale. Le Grand Berlin, qui date de 1920, est un atout formidable pour l'aménagement de la région de la ville. Nous n'avons pas fait le Grand Paris et chaque commune de la petite couronne s'est développée sans une vision d'urbanisme correspondant aux besoins d'ensemble. Le « Schéma Delouvrier » est un document, pas une gouvernance. La communauté urbaine apparaît à partir de 1966 à Bordeaux, Lyon, Lille, Strasbourg, Brest, puis des décennies plus tard, à Marseille, Nice ou Toulouse mais pas à Paris ; et maintenant, on court après... Au moins le débat est-il lancé depuis 2008. Mais il faut le conclure à terme, si possible avec la création institutionnelle de la métropole.

RGP// L'idée, c'est aussi de garder suffisamment de terres agricoles pour alimenter la capitale ?

L.C.// L'agriculture de proximité recoupe deux questions qui répondent à des préoccupations différentes : l'occupation agricole des sols par les grandes cultures avec des externalités positives telle que la présence de paysages ouverts et, par ailleurs, la capacité de contribuer aux besoins alimentaires par une production locale. La première question touche des intérêts multiples ; la deuxième concerne l'autosuffisance alimentaire en Île-de-France. L'essentiel dans cette région est formé de grandes cultures, mais il existe des zones de cultures vivrières en particulier le long des petites vallées et des zones de maraîchage, une filière que nous devons préserver.

RGP// Cela permet de raccourcir les trajets, de consommer local ?

L.C.// Il ne faut pas fabriquer des mythes : une agriculture locale n'est pas nécessairement une agriculture écologique, ou biologique. Elle va peut-être moins consommer de transports, mais peut être très intensive en pesticides. Je me méfie des slogans et des idées simplificatrices. Il y a des injonctions contradictoires. Si on veut économiser de l'énergie dans les transports, va-t-on préférer les tomates de Belgique produites à 300 km de Paris aux tomates du Sud-Ouest ? C'est contradictoire avec l'idée de favoriser les productions nationales qui est un peu simpliste elle aussi. En revanche, consommer en fonction des rythmes de saison me paraît correspondre à une vision qui peut concilier économie, écologie et approche locale.

RGP// La biodiversité est-elle devenue un enjeu majeur de l'urbanisation en Île-de-France ?

L.C.// La biodiversité est un concept darwinien ; l'adaptation est d'autant plus possible que le vivant est diversifié. Avec la biodiversité on s'intéresse à l'ensemble du vivant dans ses différentes composantes. Elle est très

« L'interface énergie/aménagement du territoire devient une question vitale. »

sérieusement mise à mal par l'agriculture moderne et par l'aménagement du territoire, cela ne fait aucun doute. Le remembrement a certainement été une tragédie au point de vue écologique.

Mais je trouve qu'on a commencé à réagir en région Île-de-France. D'abord, on a conservé les forêts, ensuite l'ONF a orienté sa politique forestière pour une gestion plus durable. On s'est intéressé aux cours d'eau. On a donné une priorité aux transports collectifs par rapport aux routes.

Il reste à maîtriser les formes d'urbanisation pour consommer moins de terres agricoles. C'est la priorité. Mais il faut aussi appliquer les objectifs du Grenelle et ceux de la future transition écologique en région Île-de-France, par exemple diminuer l'emploi des produits chimiques en zone de grande culture.

RGP// On parle aussi de réconcilier la nature et la ville en développant des forêts urbaines. Qu'en pensez-vous ?

L.C.// Il faut surtout bien gérer les bois, forêts, zones humides, avoir une gestion de l'existant, réparer certaines choses mal faites. Tout le monde connaît, par exemple, la valeur écologique des lisières de forêts. Il faut les protéger. Il faut que la faune puisse y circuler sans entrave. Mais, d'un autre côté, il faudrait construire 70 000 logements par an, bonne chance ! C'est la quadrature du cercle.

RGP// Comment pourrait-on faire pour atteindre cet objectif selon vous ?

L.C.// Dans une interview, Louis Galois* dit : « J'ai eu tort de ne pas traiter le logement dans le rapport sur la compétitivité parce que la crise du logement est un drame en rendant la région Île-de-France peu compétitive avec un déséquilibre coût de l'habitat/salaires. » Il met en avant l'Allemagne dont plusieurs métropoles multimillionnaires en habitants parviennent à maîtriser

le prix des logements et les loyers. Il a 100 % raison. Le besoin d'une planification rénovée avec en particulier des SCOT et des PLU très inventifs permettant ce développement urbain durable me paraît évident.

RGP// La transition énergétique est-elle l'autre gros enjeu de développement urbain ?

L.C.// C'est une question majeure. Une grande partie des problèmes réside dans le transport et dans l'habitat étalé, des secteurs qui évoluent lentement. Le système territorial a été organisé autour de la voiture dès qu'on quitte la partie très dense de l'agglomération. Il produit énormément de transports individuels et de consommation d'énergie à travers un habitat souvent de mauvaise qualité, peu isolé. Le déploiement territorial devient un problème difficile à résoudre pour la question énergétique, et pour des transports personnes et marchandises adaptés. L'interface énergie/aménagement du territoire devient une question vitale. De ce point de vue le nouveau métro, ainsi que les extensions et liaisons prévues dans l'accord intervenu entre l'État et les grandes collectivités de la région Île-de-France, représentent un espoir qu'il faut mettre à l'abri de la conjoncture budgétaire. Cet effort doit être accompagné par une nouvelle gouvernance du développement urbain. Il y a des enjeux territoriaux passionnants en région Île-de-France si on veut bien les aborder dans un esprit d'ouverture et de participation. ♦

* Commissaire au développement industriel, ancien président de EADS.

HABITAT

Construction de logements sociaux : qui fait quoi ?

Selon Pierre Gaudez, consultant, spécialiste des questions de financements publics, la recherche de l'équilibre social et urbain de l'habitat dans les grandes villes s'effectue sur la base d'actions publiques qui visent au développement de l'offre de logements locatifs sociaux, à la réhabilitation du logement privé, la rénovation urbaine des quartiers auxquels s'ajoutent des mesures spécifiques contre l'habitat indigne ou l'hébergement d'urgence pour les plus démunis. Elle repose sur un arsenal d'outils juridiques et un maillage d'instances locales et nationales.

LA REVUE DU GRAND PARIS// Comment s'opère la décision de construire des logements sociaux ?

PIERRE GAUDEZ// Ce sont les organismes de logements sociaux qui expriment leur demande. Ils s'adressent aux services de l'État. L'État exerce cette prérogative grâce à des subventions (500 M€ en 2012 et 2013) qui ne représentent que 1,6 % en moyenne du coût des opérations... Il s'agit plus pour l'État d'agréer que de contribuer au financement, d'autant plus que cette subvention conditionne l'obtention des autres financements, en particulier les prêts de la Caisse des Dépôts adossés au Livret A. Elle conditionne aussi le conventionnement à l'APL.

Les préfets de régions se voient notifier les objectifs quantitatifs et qualitatifs de logements sociaux à réaliser avec le montant unitaire de la participation de l'État de leur région.

Il y a certes concertation avec les collectivités locales et leurs groupements, notamment ceux qui réalisent un PLH, mais la concertation finale se fait au niveau du Comité Régional de l'Habitat, instance sans aucun pouvoir de négociation et de décision.

Le paradoxe vient que les aides financières des collectivités locales à la construction sociale ont changé de nature : elles étaient un complément

venant faciliter le bouclage financier des programmes à construire ; elles en constituent dorénavant les apports de ressources essentiels.

Parmi ces financeurs locaux du logement social, les communautés urbaines (CU) et les communautés d'agglomération (CA), et la ville de Paris, à la fois commune et département, occupent une place à part. Elles sont devenues les ensembleurs du financement des opérations de logements sociaux sur leur périmètre. C'est le PLH, obligatoirement établi par les CU et CA sur l'ensemble de leur périmètre qui leur a permis d'acquérir cette compétence.

RGP// Le PLH est-il devenu l'outil incontournable du développement de l'habitat urbain ?

P.G.// La recherche de la cohérence de l'équilibre social et urbain dans l'habitat fait partie du pacte fondateur des intercommunalités urbaines. Se pose d'abord un problème de périmètre. Hors Île-de-France, les intercommunalités urbaines se sont constituées au niveau du bassin d'habitat. Elles élaborent et adoptent un PLH qui est approuvé par le préfet, au titre du contrôle de légalité, qui vérifie qu'il prend bien en compte les objectifs de l'État en matière de mixité sociale notamment. Vis-à-vis des communes, le PLH constitue un véritable contrat entre elles et leur intercommunalité. Une fois le PLH adopté, l'intérêt communal ne peut plus lui être opposé.

Le PLH n'a de sens que si ses objectifs se traduisent dans les documents d'urbanisme, dans le droit du sol, dans les permis et autres autorisations de construire.

Les Communautés Urbaines, dans le cadre des dispositifs réglementaires actuels, sont déjà devenues le lieu d'une gouvernance compétente et qualifiée de l'habitat, de la ville, de la rénovation urbaine. Cette capacité leur vient essentiellement du fait qu'elles détiennent en même temps la maîtrise du PLH, du PDU, du Plan Climat et du PLU. Cette maîtrise de la planification urbaine s'est accrue parallèlement à l'affaiblissement et à l'amenuisement des services de l'État. Pour l'application de leur politique de l'habitat, les communautés urbaines peuvent inscrire dans leur PLU des obligations de mixité sociale dans tous les programmes de construction d'une certaine importance ; elles utilisent les capacités de construction définies par le PLU pour négocier avec l'État la cession du foncier public libéré ; elles imposent aux maires et aux constructeurs une utilisation judicieuse et entière des droits à construire... C'est le cas à Lyon ou à Lille. Par contre, dans les communautés d'aggloméra-

PLH : Programme Local de l'Habitat (PLH) principal dispositif en matière de politique du logement au niveau local.

PLU : Plan Local d'Urbanisme, principal document d'urbanisme de planification au niveau communal ou éventuellement intercommunal.

PDU : Plan des Déplacements Urbains, dans le cadre d'un périmètre de transport urbain (PTU), établit l'organisation du transport des personnes et des marchandises, la circulation et le stationnement.

tion, même les plus importantes comme celles de Rennes ou de Grenoble, le PLH est rendu difficilement applicable parce que celles-ci n'ont pas la maîtrise de leur PLU, des autorisations et permis de construire.

RGP // Quelle est la situation en Île-de-France ?

P.G. // En Île-de-France, les 1281 communes ont gardé leur pouvoir d'urbanisme : droit des sols, permis de construire. On y dénombre pas moins de 60 PLH dont 20 sont établis à l'échelle de la commune ! Il n'y a pas non plus d'équivalence au niveau de la « zone dense » appelée à constituer la métropole de Paris, et encore moins à l'échelle de la région. Le « Plan Régional de l'Habitat », élaboré par le conseil régional n'est à cet égard qu'un document d'orientation qui permet essentiellement d'arbitrer ses propres subventions. Ce manque de cohérence risque d'avoir une répercussion sur le prix du foncier. Celui-ci pourrait augmenter très fortement, notamment aux abords des gares. Cette non décision sur la politique du logement ferait les choux gras des promoteurs, une chose que le maire ne pourra maîtriser. ♦



PIERRE GAUDEZ, spécialiste du financement des actions publiques, est aujourd'hui consultant auprès des collectivités locales et des établissements fonciers. Il a dirigé, dans les années 1970, le DESS d'Urbanisme à Sciences Po Paris.

Le projet de loi pour « l'accès au logement et un urbanisme rénové »

Ce projet traite à la fois du logement social, des rapports propriétaires-copropriétaires, et de la simplification du droit de l'urbanisme. Le texte devrait être examiné durant l'automne au Parlement, pour une adoption début 2014. Accroître l'effort de construction de logements, tout en freinant l'artificialisation des sols et en luttant contre l'étalement urbain, c'est l'un des objectifs du titre 4 intitulé « Moderniser les documents de planification et d'urbanisme ». Quelques exemples des réformes du projet : renforcement des schémas de cohérence territoriale, précision des règles de compatibilité entre les différents documents de planification, obligation de l'élaboration du PLU au niveau intercommunal, tant pour les communautés de communes que pour les communautés d'agglomération.



Les aides de l'État en matière de constructions de logements sociaux représentent 1,6 % du coût total des opérations réalisées entre 2012 et 2013.

JACQUES-ALAIN BÉNISTI,

Député-maire de Villiers-sur-Marne depuis 1995 et président de la commission Aménagement du Territoire de l'ACTEP. Ancien vice-président de la Commission des Lois, il est depuis 2001 Président du Centre interdépartemental de gestion de la fonction publique territoriale pour la petite couronne.

**URBANISME**

Villiers-sur-Marne, carrefour du Grand Paris

Si l'arrivée du Grand Paris Express va incontestablement révolutionner les modes de transport dans l'Est parisien, la création de la gare de Villiers-Bry-Champigny à Villiers-sur-Marne va aussi marquer le démarrage d'un développement économique sans précédent sur tout le secteur.

L'attractivité exceptionnelle générée par la conjugaison entre l'interconnexion avec le RER E, l'équidistance avec Eurodisney et Paris, l'accès direct à l'autoroute A4 et la proximité des aéroports d'Orly et de Roissy-Charles-de-Gaulle en feront un site privilégié. Le secteur fait d'ailleurs référence dans le cadre du projet de CDT des Boucles de la Marne, qui regroupe les communes de Bry-sur-Marne, Champigny-sur-Marne, Chennevières-sur-Marne et Villiers-sur-Marne.

Si ce CDT porte sur le développement urbain, social, économique, environnemental et culturel autour des gares de Champigny-Bry-Villiers et Champigny-Centre, il vise notamment à optimiser les infrastructures de transports qui permettront d'asseoir un pôle économique et d'emploi reconnu à l'échelle de l'Est parisien, notamment avec le développement du cluster de la « Ville Durable ». Située à l'ouest de Villiers-sur-Marne, la future gare de Bry-Champigny-Villiers, sur les emprises foncières disponibles de la Voie de Desserte Orientale (VDO), contribuera à harmoniser l'ensemble des modes de déplacement. « Cet équipement structurant deviendra la plate-forme intermodale inévitable de l'Est parisien », précise Jacques-Alain Bénisti, le député-maire de Villiers-sur-Marne et prési-

« Avec la nouvelle gare du Grand Paris, Villiers-sur-Marne aura une place de choix dans la desserte de la petite couronne. »

dent de la commission Aménagement du Territoire de l'ACTEP. Les bénéfices pour la ville et les communes voisines sont considérables. L'installation d'une telle infrastructure va dynamiser les zones d'activités situées le long de l'A4 et notamment la ZAC Marne-Europe. Elle va renforcer l'attractivité des zones commerciales existantes et réduire les temps de transports avec des impacts non négligeables en termes d'emplois et potentiel foncier. »

À LA CROISÉE DES CHEMINS

La situation de Villiers-sur-Marne est à cet égard très originale. La ville sort d'une autoroute pour entrer dans une autre... Dire que ce territoire est à la croisée des chemins, c'est peut dire. À mi-chemin entre Orly et Roissy, elle est aussi à égale distance d'Eurodisney et de Paris. Ce qui lui conférera, avec la nouvelle gare du Grand Paris, une place de choix dans la desserte des pôles importants de la petite couronne : Orly 13 mn, la cité Descartes 3 mn, l'hôpital Henri Mondor 10 mn, Roissy 20 mn, Paris centre 20 mn... Cela permettra également de désengorger un réseau routier sursaturé. « Nous nous sommes inspirés de l'exemple de certaines villes », précise Jacques-Alain Bénisti. Elles ont résolu leur problème en utilisant la voie d'arrêt d'urgence sur les autoroutes pour en faire une voie normale de circulation ou en installant sur la voie centrale de l'autoroute un transport en commun en site propre (TCSP). Ce projet de requalification de l'A4 est porté par toutes les communes membres de l'ACTEP lésées par les encombrements quotidiens de cet axe autoroutier. Parallèlement, l'Altival, avec la participation du Conseil Général du Val-de-Marne, va desservir toutes les villes de la circonscription qui n'ont pas de transport actuellement. Les habitants de Chennevières mettront 8 mn pour aller à la gare. L'Altival utilisera en site propre les anciennes emprises de la VDO (Voie Départementale Orientale), autrement dit, l'ancienne A87 dont le projet avait été abandonné libérant ainsi du foncier. » L'idée de départ plaçait la gare du GPE sous la gare actuelle du RERE, en plein centre-ville. Il n'y avait donc aucune possibilité de développement économique autour. Les terrains disponibles suite à

l'abandon de l'A87 ont permis de la déplacer sur le site actuel. Le projet a été accepté comme tel en privilégiant le développement économique, et en répondant ainsi à la philosophie initiale de la loi du 3 juin 2010 relative au Grand Paris. Avec les premières esquisses de la gare, le Grand Paris est déjà là. Face à l'interconnexion avec le RER E, une esplanade devant le Palais des Congrès et dessus le centre commercial avec les entreprises installées tout autour. Le projet de Palais des Congrès devait initialement se faire à Eurodisney. Mais les fédérations de bâtiment à l'origine du projet n'ont pas voulu être dans Eurodisney mais proches de Paris, sans concurrence d'attraction. Ce Palais des Congrès est à mi-chemin de tous les grands pôles. Le congressiste peut donc passer une après-midi à Paris, assister à un spectacle le soir et profiter d'une matinée à Eurodisney. La chambre de commerce du Val-de-Marne, qui cherchait un terrain, va venir également sur le site. Si la négociation dure encore – les terrains appartiennent à l'État – l'opération est déjà faisable.

L'EMPLOI, OUTIL MAJEUR DE L'ATTRACTIVITÉ D'UN TERRITOIRE

Comment alors s'impliquent les quatre communes ? « Grâce au contrat de développement territorial. J'étais rapporteur de la loi sur le Grand Paris, précise Jacques-Alain Bénisti, malheureusement les médias ne parlent que du réseau express qui règle un problème important de transport, mais qui fait venir un bassin d'emplois dans des zones qui sont mal desservies ? Plus vous développez un bassin d'emploi important et plus vous rapprochez les habitants de leur lieu de travail. Les entreprises cherchent avant tout des territoires attractifs et sont d'accord pour aller jusqu'à 12 km de Paris si elles bénéficient d'un réseau de transports performant. Et là, nous allons mettre à leur disposition un potentiel inédit : nous serons à 19 mn du cœur de Paris. Cette attractivité est renforcée par la présence à Descartes d'un des pôles universitaires les plus importants d'Europe avec, notamment, l'École des Ponts et Chaussées, l'une des locomotives de ce site. Cette cohérence de territoire se retrouve autour des différentes gares via les entreprises qui ont un rapport avec la ville durable. C'est cette cohérence qui fait que ce territoire devient attractif. Et pourtant Marc Orian, le bijoutier-joaillier installé à Noisy-le-Grand, voulait s'agrandir chez nous, sur un site sécurisé. Nous avons regardé ensemble. Le comité d'entreprise a refusé parce qu'il n'y avait pas de centre commercial... Si nous portons égale-



SINDBAD BONFRANTI

ment une valeur ajoutée à travers notre cadre de vie, avec un centre-ville ancien et des bâtiments historiques prisés par les cadres supérieurs qui veulent avoir une vie autre que dans les villes nouvelles, nous disposerons d'un hypermarché à Champigny, d'une galerie de magasins haut de gamme à Villiers-sur-Marne et d'un centre commercial à Bry en liaison avec Ikea qui est un pôle attractif très important. » Autre avantage important, Epamarne. L'expérience de l'établissement public reste une opportunité forte avec un potentiel foncier toujours important. ♦



LE PROJET DE GARE DU GRAND PARIS EXPRESS DE BRY-VILLIERS-CHAMPIGNY. Autour du bâtiment de la gare (en rouge), les interconnexions avec le RER E, la station de bus en site propre Altival, et la desserte de bus locale. Projet d'implantation présenté lors des réunions publiques organisées en septembre et octobre 2012.

HERVÉ BIAUSSER,
DIRECTEUR DE L'ÉCOLE
CENTRALE PARIS



CAMPUS

Bienvenue à Silicon Saclay

Après la réalisation du projet de fusion avec Supélec*, l'École Centrale Paris va rejoindre le plateau de Saclay pour intégrer le cluster scientifique en 2016-2017. L'occasion pour cette grande école dirigée par Hervé Biaußer d'affirmer son implication locale comme sa vocation internationale.



La question de savoir si nous sommes une ressource pour un territoire est d'autant plus pertinente que l'École Centrale Paris a une visée internationale », explique Hervé Biaußer, son directeur. Cette dimension internationale fait d'ailleurs partie des quatre valeurs fondatrices de Centrale avec la formation généraliste, la proximité des entreprises et la sélectivité. « Mais lorsque j'ai pris la direction cet établissement en 2003, précise-t-il, j'ai posé comme principe qu'une école ne peut pas être différente que ce qu'elle prétend enseigner. Nos fondateurs sont des Saint-Simoniens et Centrale développe chez ses élèves la responsabilité sociale. Dès lors, vivre sur un territoire et être en harmonie avec lui représente un objectif important et naturel. »

Déjà, du temps d'Alphonse Lavallée (1829-1857), son fondateur, Centrale comptait 20 % d'étudiants étrangers, 184 ans plus tard, la proportion a doublé. Cette vision internationale s'affirme à travers les partenariats entretenus avec 143 universités dans 36 pays, une école fondée en 2004 à Pékin, et l'ouverture en 2014 d'une école à Casablanca. On la retrouve également dans la création du Double Diplôme, l'un obtenu en France, l'autre à l'étranger. « Néanmoins, affirme Hervé Biaußer, nous sommes également une ressource pour la métropole. C'est vrai pour la recherche. Elle crée de la valeur. Elle soutient les entreprises. C'est aussi vrai à l'échelle locale, par l'apport de « matière grise » ; les gens

vont continuer à habiter, ou travailler, sur le territoire où ils ont étudié. C'est vrai enfin, en matière d'attractivité du territoire. Si nous sommes aussi objet de rayonnement à l'international, nous sommes aussi fournisseurs de citoyens éclairés sur place. Nos élèves sont formés comme des acteurs sociaux responsables et doivent de ce fait s'intéresser à la vie citoyenne. Donc nous sommes acteur à la fois en recherche, en connaissance, en cerveaux et en rayonnement, comme en capacité d'application... »

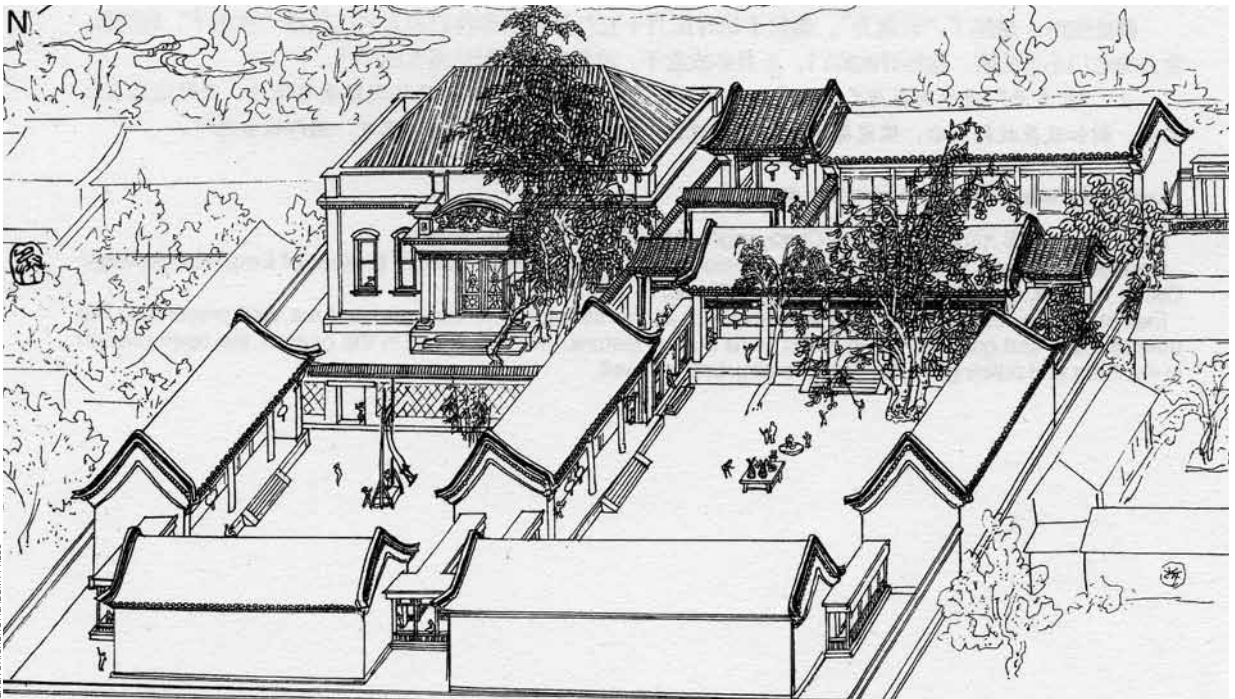
DES HOMMES ET DE L'ARGENT

Les conditions du succès dans cette intégration territoriale des entreprises et des cerveaux, Hervé Biaußer va les chercher en Californie. L'impression perdure que si les universités de Stanford et Berkeley inondent la Silicon Valley des fruits de leurs recherches, une étude d'économistes américains a révélé que le taux de réussite des entreprises en liens direct avec leurs activités de recherche était inférieur à 5 %. Deux facteurs clés permettent de comprendre la réussite du cluster californien, selon lui. D'une part, la concentration de cerveaux, donc une intelligence disponible ; et d'autre part, des investisseurs, donc un capital disponible. Le tout sur place... « On voit bien que la concentration de cerveaux est importante, ajoute Hervé Biaußer. Grâce au Grand Paris, nous avons la chance d'avoir en Île-de-France 35 à 40 % de la puissance scientifique française qui peut se répartir sur plusieurs pôles. Nous sommes potentiellement la plus grande région scientifique d'Europe. Les clusters n'en sont qu'aux prémices. Les grands ensembles qui sont sur une partie du champ scientifique ne vont pas s'ignorer. Les sciences humaines et les sciences dites dures ne pourront pas se passer les unes des autres. Le besoin va créer l'organe. Si nous nous sentons bien à Saclay, mes successeurs écriront une autre page de son histoire : le développement des coopérations de ces clusters dans leur complémentarité. »

HERVÉ BIAUSSER

diplômé de Centrale, il en devient professeur en 1998 puis directeur du centre de recherche en 2001. Dans le cadre du regroupement sur le campus du plateau de Saclay, Centrale va bientôt déménager à Gif-sur-Yvette à côté de sa consœur Supélec. Dans le cadre de ce regroupement, Hervé Biaußer dirigera les deux établissements.

* Les deux écoles, dont le concours d'entrée est commun depuis plusieurs dizaines d'années, ont scellé cette alliance sous la marque Centrale-Supélec. Dans le cadre de ce rapprochement, Hervé Biaußer a été nommé directeur de Supélec à compter du 1^{er} septembre 2013.



URBANISATION, LE GRAND CASSE-TÊTE CHINOIS

L'urbanisation chinoise à marche forcée risque à terme de faire naître un déséquilibre profond entre les campagnes désertées et des villes obèses. Pourtant, Wuhan, la grande ville du centre, semble être une exception qui attire les entreprises françaises, historiquement bien implantées dans cette partie de la Chine.

La ville est au cœur battant du pays, sur la plaine chinoise là où les royaumes guerriers ont vu naître Qin Shi Huang, le premier empereur, le père de la muraille, moins de 250 ans av. J.-C. Un bâtisseur déjà. C'est dire si Wuhan incarne à la fois la Chine profonde - celle du fleuve Yang-Tsé-Kiang, encore authentique délaissée au profit des grandes cités côtières comme Shanghai - et la Chine phantasmée par ses dirigeants, industrielle, avide de modernisme et de grands ensembles. Idéalement située à une matinée de train

à grande vitesse des principaux centres urbains du pays (Pékin, Hangzhou, Chongqing, Chengdu, Canton...), la capitale de la province du Hubei au profil « ordinaire » d'une dizaine de millions d'habitants triple son effectif avec sa conurbation, le Grand Wuhan devenu le symbole de la politique d'urbanisation massive menée par les dirigeants chinois depuis 35 ans. Cette période sert de référence également pour les sinologues comme étant celle de la modernisation du pays.

Comme il est communément admis que modernité et urbanisation sont indissociables, l'équation est rapidement posée.

La Chine compte aujourd'hui 52 % de population urbaine et comme tout pays qui se développe, elle atteindra, dans les vingt prochaines années, un taux comparable à celui de l'Europe, au-delà des 70 %. La question chinoise est donc d'assimiler 400 millions de nouveaux citoyens pour lesquels il va falloir construire l'habitat urbain. Pour être plus précis encore, les autorités chinoises tablent sur une migration interne de 250 millions de personnes originaires des campagnes vers les villes pour les douze ans à venir. Si cette nouvelle révolution, industrielle celle-là, inaugure une ère de prospérité économique, les risques de déséquilibre



Pour faire face aux flots de migrants arrivant des campagnes, l'uniformité liée au gigantisme a façonné un urbanisme fait de barres et de bâtiments clônés, tous à la même hauteur qui désormais n'attirent plus les classes moyennes émergentes. L'urbanisme chinois semble être revenu à ces communautés fermées comme les ilongs de Shanghai ou les hudongs de Pékin, revus en "gated communities",

entre générations, entre les villes et les campagnes, sont bien réels.

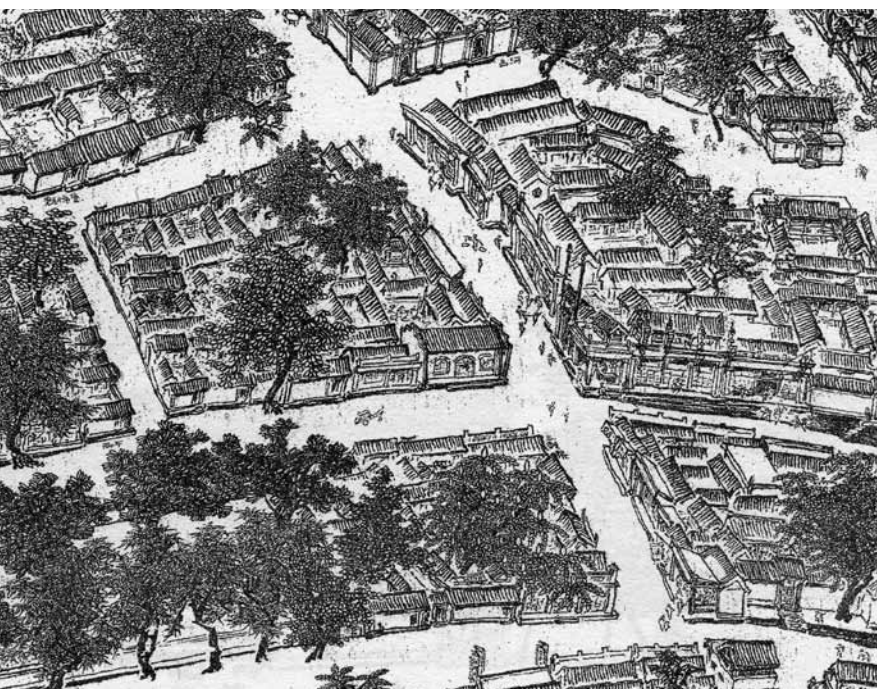
Dans le *New York Times* du 15 juin 2013, Ian Johnson écrit à propos de cet exode rural massif : « Ceci va changer le caractère de la Chine de façon décisive. Le parti communiste chinois a insisté pendant des décennies pour que la plupart des paysans, y compris ceux travaillant en ville, restent attachés à leur lopin de terre afin d'assurer une stabilité politique et économique. Aujourd'hui, il a changé de priorité, essentiellement pour trouver une nouvelle source de croissance de son économie qui dépend de plus en plus de consommateurs exclusivement urbains. » Tous ces efforts pour transformer en profondeur la société chinoise laissent évidemment des traces et les populations déplacées commencent à gronder. « Pendant que beaucoup de fortunes ont été faites à la faveur de cette transhumance massive vers les villes, poursuit Ian Johnson, le chômage et d'autres désastres sociaux ont accompagné cette dislocation. Alors que parmi les plus jeunes certains s'estiment chanceux d'avoir un job qui leur procure environ 150 dollars par mois,

d'autres traînent toute la journée dans les salles de jeux vidéo. Les autorités chinoises conscientes de ce phénomène vont adopter une série de mesures pour résoudre les différents problèmes dans le développement de l'urbanisation. Au lieu de créer du bien-être, l'urbanisation à la chinoise pourrait générer une sous-classe endémique dans les grandes villes ainsi que la destruction de la culture paysanne et religieuse. »

DES RISQUES DE DÉSÉQUILIBRE

Même si le gouvernement chinois déclare vouloir protéger les petits exploitants agricoles, la terre reste la propriété de l'État et les paysans n'ont aucun droit sur elle. Ils font toujours l'objet de vastes programmes de migration vers les grands centres urbains alors que leurs parcelles sont confiées à des entreprises ou aux municipalités. « Des efforts ont été accomplis pour améliorer l'attractivité de la vie en ville, conclut Ian Johnson, mais les fermiers inscrits dans ces programmes n'ont pas d'autres choix que de quitter leur terre. Pour les plus sceptiques des observateurs, ce plon-

geon vers l'urbanisation à outrance est guidé par une vision de la modernité qui a échoué dans d'autres pays auparavant. Au Brésil ou au Mexique, l'urbanisation a été considérée comme un accélérateur de la croissance économique qui a aussi engendré des taudis et une sous-classe de chômeurs persistante. » Dans ce contexte, Wuhan affiche des résultats plutôt insolents et contradictoires. La ville semble à l'abri de la crise économique qui frappe également l'Empire du Milieu. Les chiffres sont loquaces : un taux de croissance de +11,3% en 2012, un taux de chômage de 3,83% en baisse de 0,27%, un revenu moyen annuel des citadins trois fois supérieur à celui des ruraux... Parmi les cinq mille chantiers en cours sur l'agglomération, celui du Greenland Center va faire entrer la ville dans le clan des mégapoles mondiales. Cette tour, ouvrage quasi incontournable de l'eucharistie de la puissance urbaine, atteindra 636 m de haut dans l'espoir de devenir, d'ici à 2017, le plus haut édifice de Chine. Tous ces travaux s'accompagnent du développement des infrastructures, notamment les transports avec une



ces quartiers résidentiels protégés qui incarnent à la fois les traditions multiséculaires du pays, son passé communiste comme le modèle capitaliste que la Chine est en train de bâtir.

nouvelle ligne de métro mis en service chaque année... La tentation de la comparaison entre le Grand Paris et le Grand Wuhan est alors grande.

LA VILLE DES FRANÇAIS EN CHINE

Mais si le développement extraordinaire que connaît la ville depuis ces trois dernières décennies peut être associé aux Français, il n'est pas la résultante d'un opportunisme économique né à la faveur du boom chinois. L'exemple de Wuhan enfourche là encore un cheval vertueux, celui du long terme et de la maturité qui prévaut à tout aménagement durable. La métropole montre que l'activité économique comme élément fondateur d'une politique de développement urbain reste une priorité. Elle se consolide néanmoins avec une histoire partagée et une immersion sincère dans le tissu local. C'est là où la comparaison entre les deux grandes métropoles pourrait exister si les considérations d'échelles ne venaient perturber cette perception. Alors que la métropole parisienne intègre l'idée de cluster territorialement délimité pour son dévelop-

pement, le Grand Wuhan prend plutôt les allures d'un cluster global. La région parisienne en mutation se nourrit d'une histoire urbaine façonnée il y a plus de 200 ans. L'essor urbain contemporain du Grand Wuhan ne peut que prétendre d'un passé d'une cinquantaine d'années et d'une urbanisation récente.

Même si la présence française dans la région ne date pas d'hier. En effet, dès 1861, la France établit un consulat et développe des activités économiques autour du Yang-Tsé-Kiang grâce à des compagnies de transport fluvial et ferroviaire, des sociétés d'import-export, des petites industries, des com-

merces... C'est en 1992 que l'essor revêt une importance accrue avec l'arrivée du groupe automobile PSA, puis dès 2005 celle des grands groupes énergéticiens comme Alstom, Areva ou Total (déjà présente depuis 1995). L'ouverture d'un vol direct Paris-Wuhan, en 2012, a définitivement tissé le lien entre les deux métropoles. Aujourd'hui, près de 90 entreprises sont installées à Wuhan : PSA, avec 13 000 salariés, est la plus importante, mais plusieurs secteurs d'activités sont également bien représentés comme l'aéronautique (Eurocopter), les transports (fondries Delachaux), la grande distribution (Carrefour, Auchan...), la chimie (Air Liquide), l'agroalimentaire (groupe Roquette), et bien sûr le luxe et l'hôtellerie (Novotel, Louis Vuitton...). À la faveur de ce développement à grande vitesse, la question environnementale se pose alors de manière cruciale. L'objectif des 60 millions de Wuhanais d'ici à 2020 impose de considérer avec attention la qualité de vie sur ce territoire dont la superficie équivaut environ à celle du Grand Paris jusqu'au Havre. C'est pourquoi l'association Urba 2000 s'est vue confier une mission concernant la protection de la zone du lac Liangzi voisin. L'Agence Française de Développement (AFD) finance quant à elle la réhabilitation d'une trentaine de bâtiments publics. Mais c'est surtout dans la préservation de l'équilibre entre les espaces naturels et les zones urbanisées que la France pourrait se prévaloir d'une expertise pertinente. Celle-ci permettrait également à la Chine d'appréhender avec un autre regard son développement urbain, donc son exode rural. ♦

GRAND WUHAN / GRAND PARIS À L'ÉCHELLE

	WUHAN	ÎLE-DE-FRANCE (POUR MÉMOIRE)
POPULATIONS	10 MILLIONS D'HABITANTS (GRAND WUHAN : 30 MILLIONS)	12 MILLIONS D'HABITANTS
SUPERFICIE	8 500 KM ² (GRAND WUHAN : 60 000 KM ²)	12 000 KM ²
DENSITÉ MOYENNE LA PLUS FORTE LA PLUS FAIBLE	1 200 HAB./KM ² 20 445 HAB./KM ² (DISTRICT JIANGHAN) 321 HAB./KM ² (DISTRICT DE JIANGXIA)	990 HAB./KM ² 20 086 HAB./KM ² (PARIS) 218 HAB./KM ² (SEINE-ET-MARNE)
PIB (DONNÉES 2010)	52 MILLIARDS € (13 ^e VILLE CHINOISE)	572 MILLIARDS €



Président d'Urba 2000, Pierre Mayet est ingénieur général des Ponts et Chaussées. Il a exercé des responsabilités de direction au sein du ministère de l'Équipement en tant que vice-président du conseil général des Ponts et Chaussées, directeur de l'Aménagement foncier et de l'Urbanisme, délégué interministériel à la Sécurité routière, directeur de la Circulation et de la Sécurité routière (DSCR) et président du groupe interministériel « mobilité et véhicules électriques ». Pierre Mayet met en œuvre des projets de Développement Urbain Durable (DUD) sur le Grand Wuhan, dans le cadre de l'accord de coopération franco-chinois de 2007.

« LES CHINOIS NOUS RAPPELLENT À L'ESSENTIEL »

PIERRE MAYET, PRÉSIDENT D'URBA 2000*

Les Chinois sont d'aujourd'hui, ils viennent à Paris, ils voient d'autres villes, mais ils ne voient pas l'histoire qui a conduit à ce résultat. La Chine est dans l'urgence. Celle de réaliser des projets, de comparer ce qui se fait de mieux ailleurs et de mettre tout son zèle à reproduire fidèlement ce qu'elle a vu, au plus vite, si possible en plus grand et en mieux. Le visiteur chinois scrute ce qu'il voit. Il en apprécie l'ampleur, le design, les technologies, les détails ou même le luxe ou le clinquant : leurs photos constituent la mémoire et la preuve par l'image. Il veut faire aussi bien qu'à Paris, comme d'après une photographie, sans se soucier de tous les préalables, toutes les constructions au fil du temps qui font que nous en sommes là où nous en sommes aujourd'hui... Or, il s'agit précisément de cette mise en relation de notre expérience, non pas telle que photographiée, comme un instantané, mais telle que le film de son histoire a permis d'aboutir à cette image d'aujourd'hui. C'est là sa valeur. Lorsque nous accueillons des étrangers, nous pourrions sans doute

leur apporter un peu plus, en leur montrant notre film, nos réalisations. L'État, les collectivités territoriales, les entreprises elles-mêmes - qui ont à montrer le « savoir-faire français » - doivent chercher ensemble comment raconter cette histoire d'où naissent les projets. Chaque réalisation n'est pas une île au milieu de nulle part. Chaque projet n'est pas qu'un beau dessin sur une page blanche. C'est le résultat d'idées échangées, d'études, d'esquisses... Bref de tout ce qui se passe avant le moment de la décision. Les leçons à tirer d'une réalisation convaincante sont des leçons utiles pour la gouvernance.

Dans leur difficulté de perception, les Chinois nous rappellent à l'essentiel : lorsqu'ils nous disent « montrez-nous », ils trouvent ça beau, esthétique, mais ils se rendent compte aussi que la qualité du développement urbain réside dans la gestion de l'espace commun. ♦

*URBA 2000 est un bureau d'études au service du développement urbain durable, il assiste notamment les maîtres d'ouvrage publics en France et en Chine pour concrétiser leurs mutations vers des politiques durables.

WUHAN CAPITALE DU HUBEI

Surnommée « la province aux mille lacs », l'Hubei est l'une des plus importantes provinces de Chine, 9^e pour son nombre d'habitants : près de 58 millions pour une superficie équivalente au quart de la France. En termes économiques, l'Hubei est en 2^e position derrière la province du Henan (cap. Zhengzhou) avec un PIB de 276 Mds d'€ (2012). Le taux de croissance particulièrement élevé de la région est dû principalement à l'expansion des secteurs agroalimentaire, automobile, manufacturier, de l'acier, de la pétrochimie, du textile, de l'informatique et de l'électricité. Les investissements français à Wuhan se sont élevés, en 2011, à 96 Mds USD (source : ministère de l'Économie et des Finances).



Le Paris des écrivains

par Jean Le Nouvel
Éditions Alexandrines
www.alexandrines.fr
31 rue du Couëdic
75014 Paris 0145442140.



Le Grand Paris, terre d'inspiration

Les Yvelines d'Erik Orsenna et de Zola, les tilleuls de Maisons-Lafitte vus par Cocteau, le moulin de Saint-Arnould d'Aragon et Elsa Triolet, l'Essonne de George Sand, la Seine-et-Marne de Pierre Mac Orlan, Samuel Beckett ou Michel Houellebecq, le Val-d'Oise de Mauriac... Simple halte ou ancrage, la région Île-de-France a toujours été un lieu de création et de rayonnement pour les auteurs. Depuis 1998, les éditions Alexandrines se penchent sur leur relation avec leurs territoires d'appartenance, à travers deux collections : « *Sur les pas des écrivains* » et « *Terres d'écrivains* ». Chaque auteur est présenté par un spécialiste, universitaire, membre de la famille, érudit local ou ami, qui nous raconte son « *grand homme* » à travers son département. Ainsi défilent à travers le récit de la vie la géographie, les paysages, la grande et la petite histoire... Tout un patrimoine magnifié par le génie de ces grands personnages.

Services publics urbains

Publié par l'ASTEE, *Urbanisme et services publics urbains : l'indispensable alliance*, rassemble les réflexions complémentaires, synthétisées par Marcel Belliot et Bernard Chocat, autour du thème « *villes durables et responsables* » qui a animé les débats du 92^e congrès de l'Association Scientifique et Technique pour l'Eau et l'Environnement, du 4 au 7 juin 2013 à Nantes.



Urbanisme et services publics urbains : l'indispensable alliance

par Marcel Belliot et Bernard Chocat
ASTEE www.astee.org



Remember me

Néo-Paris, 2084. Nilin, ancienne « *chasseuse de mémoire* », est arrêtée par la société Memorize, qui contrôle le commerce de souvenirs numérisés. Les agents, par peur de ne pouvoir la contrôler, suppriment sa mémoire. Elle parvient à s'enfuir et part en quête de son identité. Au cours de ses recherches, elle dénoncera les abus du système. Le jeu vidéo, sorti le 7 juin 2013 sur PC/PS3, met en scène une métropole parisienne que l'Atelier International du Grand Paris n'aurait jamais osé imaginer.

La carte et les territoires

Avec la crise économique, la France ne peut plus maintenir une certaine égalité entre régions « *riches* » et « *pauvres* ». Le soutien des régions en difficultés pourrait freiner le développement des grandes métropoles au risque de devoir choisir entre l'égalité territoriale et l'efficacité économique. Cet ouvrage propose une lecture différente de la crise qui frappe le pays depuis 2008 : ses conséquences sur le morcellement des territoires, la montée du populisme et la profonde mutation des lieux suburbains rendue inéluctable par la baisse des dépenses publiques et la hausse du coût de l'énergie.



La crise qui vient, la nouvelle fracture territoriale

par Laurent Davezies
La République des idées/Seuil

